

idées

FEMMES

LE FÉMINISME EST-IL UN HUMANISME...?

POURQUOI le dénigrement continu à l'égard du féminisme devient-il plus bruyant ? Pourquoi dans notre démocratie les idées de ce genre n'ont-elles pas franchement droit de cité ? Même ses sympathisants le tolèrent plutôt qu'ils ne le soutiennent. Ils étaient plus chauds sous Charles X, sous Louis-Philippe, et même sous Mac-Mahon. Et Jean Rostand vient de mourir.

Aujourd'hui les grandes formations électorales, unanimes, le rejettent : on ouvre les bras aux femmes, on ferme la porte au féminisme.

Constaté par le paternalisme libéral au nom de la féminité, par le paternalisme marxiste au nom de la solidarité (de classe), le féminisme est la bête noire de tous. C'est le seul fenn, avec le terrorisme, qui fasse l'unanimité des partis.

Ce fait, qui apparemment ne surprend pas les observateurs politiques est en réalité surprenant.

Quand la droite réactionnaire, celle qu'Edgar Faure appelle « la droite du grand refus », s'oppose au féminisme, elle est tout à fait logique. Elle conteste le radicalisme des droits de l'homme, et le féminisme réclame justement l'extension de ces droits.

Mais la gauchisme qui se veut un humanisme de libération, le gauchisme avec sa nouvelle société ? Et le marxisme français ? Et le Nouveau Contrat social ? Et le socialisme qui pense que l'extension des privilèges de la femme est le principe de tous les progrès sociaux ? Et le marxisme, quand Engels a dit : « La première oppression de classe est l'oppression du sexe féminin par le sexe masculin ».

Qu'a-t-il donc de maudit ce féminisme qui gagne des batailles dont on lui arrache aussitôt le bénéfice moral et politique ? Et comment expliquer que ce soient les alliés de longue date qui claquent la porte avec le plus d'âpreté ? Est-ce ainsi chaque fois qu'ils sont majoritaires ?

Bien sûr on ne conteste pas les principes, ni chez les socialistes ni chez les communistes, mais on refuse aux femmes, à l'intérieur du parti, de mener un combat spécifique qu'on appelle déviationnisme.

La masse des hommes rejette viscéralement l'égalité avec les femmes. Les lois seules n'y peuvent rien. Les principes pas davantage. Or tous les hommes sont des électeurs, de droite ou de gauche, il s'agit donc, à droite comme à gauche, de lâcher de saisir les électeurs sans heurter les électeurs. Les mieux n'est pas de mettre le féminisme en sourdine ? Diplomatie électorale. Bon sens. Habileté d'homme qui ont appris, au-delà des idées, à ne pas méconnaître ce qu'il y a d'humain dans le fait politique.

L'explication est vraisemblable, je ne

par FRANÇOISE PARTURIER

crois pas que ce soit la vraie. Je pense qu'aujourd'hui le féminisme dérange beaucoup plus les politiciens que les électeurs.

Parce que le féminisme n'est pas seulement un mouvement revendicatif contre une discrimination, c'est d'abord une conscience et une volonté d'universalité fondées sur une culture. Les Humanités. Le féminisme est une étude, une investigation, une érudition, un enseignement. Une vision nouvelle ou complémentaire, et vous préférez, de l'homme et de sa politique. Le féminisme, comme tout humanisme, a ceci de cartésien qu'il remet tout en question pour juger par lui-même.

Une autre histoire

Les femmes disent : « Après des années d'expérience, de lecture, de réflexion, nous sommes aujourd'hui à même de vous démontrer que le monde n'est pas exactement celui que vous décrivez. Ainsi nous allons vous raconter une autre histoire de l'Eglise, une autre histoire de la Révolution française, une autre histoire des soviets... »

Le nouveau féminisme est d'abord une culture. Une contre-culture qui met souvent l'homme en accusation.

Or c'est la chose que les hommes ne supportent pas, chez eux ou à la tribune, qu'une femme vienne les mettre dans leur tort. Comment peut-on douter de leur bonne foi, de leur générosité ? Ce doute ils l'appellent toujours de l'agressivité.

Or il est vrai que le féminisme est un grand doute.

Croyez-vous qu'il soit agréable pour

M. Marchais d'entendre dire que les femmes ne croient plus que le capitalisme soit le seul oppresseur des travailleurs, puisque les femmes continuent à être exploitées dans tous les pays de l'Est ?

Croyez-vous que M. Mitterrand ait envie de répondre à certaines questions : pourquoi les socialistes ont-ils les mêmes réflexes que les conservateurs quand il s'agit des intérêts des femmes ? Ils les oublient ? Pourquoi depuis trente ans les syndicats n'ont-ils jamais organisé une grève générale pour l'application du principe : à travail égal, salaire égal ? Pourquoi ne mobilisent-ils jamais les troupes de la gauche en faveur des femmes ? A-t-on jamais défilé de la Bastille à la Nation pour l'avortement libre ? Les hommes de gauche se battent pour les Algériens, pour les Chinois, etc., pour les femmes, jamais.

Et croyez-vous que certains gaullistes soient contents quand on leur déclare que leur idéal ressemble à celui de jours de rugby qui veulent gagner un match, qu'ils sont des comptables, qu'ils ont négocié les droits des femmes pour avoir des alliances, que leur prétendu humanisme est mort dans les bouillottes électorales, qu'ils sont devenus la droite de la prudence... ? Je me rappelle un fait qui se situait, je crois, à la veille des élections de 1973. Le premier ministre, M. Messmer, avait invité quelques écrivains et leur avait demandé leur avis. Je me souviens lui avoir dit que les femmes étaient mécontentes, déçues, qu'il fallait se dépêcher de libéraliser, et peut-être était-ce déjà trop tard... que les hommes au gouvernement semblaient ne pas comprendre que le féminisme ne se situait plus nécessairement à gauche, et que la réputation de M. Pompidou avait choqué les femmes gaullistes qui attendaient qu'on leur parlât un langage plus rationnel. M. Messmer m'a répondu tranquillement que l'U.D.R. avait demandé les comptes au ministère de l'Intérieur, que les chiffres étaient formels : s'opposant aux revendications féministes il perdrait moins de sièges. Sans doute a-t-il oublié que je lui ai dit ce jour-là que cette politique serait une des raisons du déclin de l'U.D.R. Parler de déclin de l'U.D.R. semblait en 1973 tout à fait ridicule. Pourtant M. Giscard d'Estaing a largement profité de la désaffection des femmes gaullistes. Mais pourquoi, diable ! après avoir satisfait les exigences du féminisme, a-t-il nommé un ministre de la Condition féminine dont la première déclaration fut de dire qu'elle n'était pas féministe ? Il s'agissait donc de démolir ? Voilà une question que M. Valéry Giscard d'Estaing n'aime pas qu'on lui pose.

Il est vrai que les féministes n'arrêtaient pas de poser des questions gênantes. Aussi les accusés d'agressivité, mettre l'accent sur tous les excès inhérents aux mouvements marginaux, ne décrier que le féminisme extrême, presque folio-

soient contents quand on leur déclare que leur idéal ressemble à celui de jours de rugby qui veulent gagner un match, qu'ils sont des comptables, qu'ils ont négocié les droits des femmes pour avoir des alliances, que leur prétendu humanisme est mort dans les bouillottes électorales, qu'ils sont devenus la droite de la prudence... ? Je me rappelle un fait qui se situait, je crois, à la veille des élections de 1973. Le premier ministre, M. Messmer, avait invité quelques écrivains et leur avait demandé leur avis. Je me souviens lui avoir dit que les femmes étaient mécontentes, déçues, qu'il fallait se dépêcher de libéraliser, et peut-être était-ce déjà trop tard... que les hommes au gouvernement semblaient ne pas comprendre que le féminisme ne se situait plus nécessairement à gauche, et que la réputation de M. Pompidou avait choqué les femmes gaullistes qui attendaient qu'on leur parlât un langage plus rationnel. M. Messmer m'a répondu tranquillement que l'U.D.R. avait demandé les comptes au ministère de l'Intérieur, que les chiffres étaient formels : s'opposant aux revendications féministes il perdrait moins de sièges. Sans doute a-t-il oublié que je lui ai dit ce jour-là que cette politique serait une des raisons du déclin de l'U.D.R. Parler de déclin de l'U.D.R. semblait en 1973 tout à fait ridicule. Pourtant M. Giscard d'Estaing a largement profité de la désaffection des femmes gaullistes. Mais pourquoi, diable ! après avoir satisfait les exigences du féminisme, a-t-il nommé un ministre de la Condition féminine dont la première déclaration fut de dire qu'elle n'était pas féministe ? Il s'agissait donc de démolir ? Voilà une question que M. Valéry Giscard d'Estaing n'aime pas qu'on lui pose.

Il est vrai que les féministes n'arrêtaient pas de poser des questions gênantes. Aussi les accusés d'agressivité, mettre l'accent sur tous les excès inhérents aux mouvements marginaux, ne décrier que le féminisme extrême, presque folio-

que, ces groupes autonomistes qui parlent en Lacan, se moquent de tout un charabia politico-sexuel, sortis d'une pensée nouvelle, vivante, vivace, courageuse, c'est la méthode habituelle qui consiste à déconsidérer l'adversaire pour éviter la vraie discussion. On comprend aussi que certains hommes préfèrent fuir l'infiniment dialectique de ces femmes d'autant plus dédaignées qu'elles sont parfois plus cultivées qu'eux-mêmes.

Il y a du socialisme dans le nouveau féminisme. Mais il y a pire. Une Antigone somnolente dans chaque féministe. Cette conscience qui veut vérifier si l'Etat, la religion ou le parti auquel on adhère sont fidèles à leur propre idéal.

Il y a une Electre, dont la mère, et non le père, aurait été assassinée.

Ce n'est pas le genre de femmes dont rêvent les Crésus, les Eglises et autres princes de la politique contemporaine. Il leur faut plutôt des Iphigénies à immoler pour le bon vent qui les mènera vers la victoire, ou des Esther pour se sentir puissantes et généreuses, ou des sœurs pour avoir le paix.

Le mieux serait encore qu'elles se taisent toutes.

Ce que je vois de plus clair dans le refus du féminisme par tous les partis, c'est que dans notre République les hommes ont décidé de se placer entre l'Etat et les femmes, comme autrefois dans l'Eglise les maris tenaient entre Dieu et leurs conjuguées. M. Mitterrand parle à ses militantes tout à fait comme saint Paul aux chrétiennes. « Que les femmes se taisent dans l'Eglise... Si elles veulent s'inscrire, qu'elles interrogent leurs maris... Que tout se fasse décemment et avec ordre. » (Aux Corinthiens I, 14.)

Autrefois on enterrait les Antigones, on brûlait les sorcières, on emprisonnait les pétroleuses ; aujourd'hui, on se bouche les oreilles et l'on affiche sur la porte : « Do not disturb. »

REVUE DES REVUES par Yves Florenne

Des femmes, des villes et des mythes

TOUT raccourci gagne peut-être de la distance et du temps, il gagne surtout en imprévu et en mystère. La revue *Traverses* (1) a emprunté à Littré la définition de ce qu'elle entend être : « Route particulière plus courte que le grand chemin, ou ramenant à un lieu sursis le grand chemin ne mène pas. » On se souvient de son premier numéro, qui fit quelque bruit : le thème en était la mort, celui du dernier paru n'est pas la vie, mais la ville. Il n'est pas défendu de voir dans la ville le plus court chemin pour la mort.

Le mot ville brille donc en hautes lettres jaunes, enseigne lumineuse sur la façade de *Traverses*, mais il porte en surimpression un autre mot, oblique et noir : panique. Titre de Goya. Mais se paniquer à lui-même, dans des campagnes épuisées, avec un arrière-plan invisible de désastres et de champs de bataille. A-t-on suffisamment remarqué que l'expression même de « champ de bataille » est déjà fossilisée ? Plus de champs, et bientôt plus de batailles, avec leur « ligne », leur « front », leur « ordre », avec leurs noms de villages ou de rivières. Nos derniers « champs » de bataille, champs de ferraillage et de béton s'appellent Stalingrad, Berlin, Hiroshima, Hanoi. La guerre est dans la ville.

Elle y est déjà, au sein de ce qu'on appelle la paix. Le travail, les transports, la promiscuité, la compétition et le conflit, l'ambition surmenée et l'infatigable, le bruit et la fureur : c'est en permanence une espèce de guerre civile par d'autres moyens. Ouvrez *Traverses* : « La séduction dans l'espace, l'Apocalypse dans le temps, voilà l'histoire des villes. »

Une histoire qui, elle aussi, s'est vertigineusement accélérée. Il est du reste bien significatif qu'une réflexion sur l'espace construit sa place sous le signe de la destruction. Mais quel est ce jeu de quilles géantes (ils n'ont pas eu peur de donner à ce jeu le nom de tour) que sont devenues les villes sans que cela provoque à les renverser. Et qui pleurerait sur de telles ruines ? D'ailleurs, le plaisir de détruire a perdu son ressort profond : la profanation, la mise à mort de ce qui est unique. En compensation, tous les rêves sont permis : quel Gargantua ou quel

King-Kong débarrassera, en se jouant, notre horizon de tous ces machins Montparnasse ?

Car chacun, dans ses rêves, use à son gré d'une dynamite encore imaginaire. Ainsi Bernadette : « Je ferais tout sauter à la dynamite, tous les trucs Hausmann... Démolir les pubs. Ce serait bien sûr y avoir des cafés agréables ! » C'est-à-dire : où les femmes aient le droit d'être tranquilles. Au vrai, c'est la ville tout entière qui est le lieu où une femme ne peut jamais être tout à fait tranquille. C'est bien fait : elle avait qu'à ne pas sortir. Les femmes qui ne sortent jamais : des civilisations honorables et honorées sont bâties là-dessus.

Cette Bernadette que j'ai citée, elle prend la parole dans le dernier cahier du CRIP (2). On y convie les femmes à démolir, au moins par la critique, ces villes faites sans elles, et à rêver d'autres où elles aimeraient vivre. Les plus hardies, on l'a vu, n'hésitent pas à nettoyer le terrain pour reconstruire du neuf. Telle se borne à déléguer ses logements : elle ne supporte pas ces alvéoles spécialisées, ce qu'elle veut, c'est une grande salle commune où tout faire ensemble. Telle, au contraire, rêve d'un refuge pour elle seule, un sanctuaire du corps : « La salle de bains est un endroit sensuel, le plus érotique de la maison... » Lisez : le plus narcissique. Sur-tout : « l'isolement est admis ». Refus des cloisons, rêve de la cellule close sur l'eau et les miroirs : deux désirs dominants et contradictoires correspondant à deux formes de contrainte et d'angoisse.

Et, toujours, la difficulté d'être tranquille, toujours le poids insistant, obsédant, de l'homme, familier ou anonyme. L'une a pourtant osé : « La condition masculine, au fond, c'est une condition terriblement misérable. » M'est-il piteux, et qui va loin chez cette femme-là : elle tient les femmes, au bout du compte, pour responsables de cette misère des hommes. Voilà, dit-elle, « un problème féministe à rebours ». Qui risque fort de rebrousser les féministes.

En revanche, un joli échantillon de tous ces soupçons, imputations, interprétations absurdes :

si les hommes laissent passer les femmes les premières, ou leur cèdent le haut du pavé, c'est pour marquer leur supériorité à eux, leur incapacité à elles : la nécessité de les protéger, le soin jaloux d'enrayer leur liberté de mouvement, etc. C'est évidemment par la même condescendance paternaliste et la même volonté aliénante que le garçon de bureau s'efface pour tenir la porte ouverte à son F.D.G. Liberté des femmes, que de sottises on émet en ton nom ! D'ailleurs, si les femmes n'avaient que ce motif de se plaindre, elles pourraient être rassurées : les hommes se sont mis sans trop de peine à les soulever dans les portes, jusqu'à ne plus même les voir.

Petit mouvement d'humour que fait vite passer l'humour de Catherine Crachât, dans le « sextisme ordinaire » des *Temps modernes* (3). S'avisant que, pour ses dix ans, le Petit Robert, enfant précoce, s'est enrichi de « quinze mille sens nouveaux », elle, à qui on en reconnaît tout juste cinq, et parfois un système très contesté, se jette aussitôt sur ce jeune garçon si bien pourvu.

Et y trouve, à l'article *femme*, des correctifs et suppléments notables : « Une femme est aussi un être humain », exemple tiré de Malraux qu'elle feint de prendre à la lettre sans vouloir voir ce qu'il y a de sarcasme dans cet aussi. Surtout, enfin ! phalloréité et ses dérivés ont été introduits. Et même *sexisme* : ordinaire et extraordinaire. Un grand progrès aussi pour l'amour. Hier : « l'incubation envers une personne d'un autre sexe ». On a amputé l'autre sexe : « l'incubation envers une personne ». A couper aussi : « envers » prend parti, et « personne » est encore de trop. Il y en a qui n'ont d'incubation que pour leur chaire ou leur pékin. De toute façon la définition est des plus plates. Mais enfin, petit Robert n'a que dix ans. Espérons qu'il fera mieux à vingt.

Il ne m'est plus laissé assez de place pour que je puisse faire beaucoup mieux qu'invoquer à la lecture de deux numéros de revues qui appellent attention et réflexion. C'est d'abord une vue étendue et profonde de la « femme

romantique », ses « mythes » et ses « représentations » que nous a donnée *Romantisme* (4). Et cela va des « deux natures » (disons, en gros : l'ange et la bête) et des « fantasmes du corps féminin »

aux femmes dans la lutte sociale, politique et aux mondes incommensurables de la « victorienne », ou comment sortir de l'alternative prou- d'homme — mais non moins

prudhomme : « Courtisane ou ménagère. »

Enfin, le dernier *Temps* (5) est un lieu de « recherches féminines ». Confessera-t-elle ma prédilection pour la belle *Hérétique* de l'amour de Julia Kristeva ? Martine Lebovici, elle, se met en quête de l'être féminin dans la Bible. Quant à l'« étude » de Chantal Thomas, Juliette, à Juliette ! — étudie si l'on veut, mais alors comme celles de Chopin : méditation et musique. Ce titre invocatoire ne pouvait annoncer qu'une seule Juliette. Comme ce n'est pas elle, il a fallu un sous-titre. S'est-on jamais demandé par quelle inadvertance, ou quel masochisme, Sade avait donné à son héroïne un nom qui ne présageait jamais sur elle, parce qu'il est pris tout entier, une fois pour toutes, par une autre, qui est bien plus que son contraire. Dans le champ infini des personnages et des mythes, il est interdit à la Juliette sadicienne d'être autre chose qu'une ombre équivoque. C'est presque aussi déraisonnablement absurde que s'il l'avait nommée Yveult.

Curieusement, dans cette étude, Juliette apparaît, comme toute, très peu. C'est qu'elle démentirait trop l'image que l'auteur y donne de la libertine chez Sade : écolière, reflet et écho du libertin, dénuée de toute parole propre. Démenti soutenu par Béatrice Didier dans le numéro d'*Obliques* (6) consacré à « La femme réaliste », où elle montre, en Juliette, la « femme forte de l'écriture sadicienne ». Dans *Romantisme*, c'était la création féminine, le génie féminin, qu'elle mettait en évidence, à travers Sand et Colette. Femmes romantiques, femmes réalistes, d'une et l'autre créées et créant : deux mythes, sans doute, mais surtout deux états de l'esprit.

(1) N° 6, Editions de Minuit.
(2) N° 19, Rue du Musée 14, 1000 Bruxelles, Paris, 36, rue des Boudonnais.
(3) N° 375, 25, rue de Condé, Paris (6^e).
(4) N° 13-14, Champion édité.
(5) N° 74, Edif du Seuil.
(6) B.P. N° 1, Les Filles, 28110 Brota-France. Voir aussi le beau numéro « Sade ».

Le siège du Parti féministe unifié, signataire du texte publié dans le *Monde* du 23 décembre, est : 1, rue Hoche, à Montreuil, 93100.

UN NUMERO EXCEPTIONNEL DES nouvelles

CE QU'ILS RETIENNENT DE 1977

par Jean-Louis Bory • Benigno Caceres • Roger Callois • André Chedid • Jacques Chesser • Marc Cholodenko • Julio Cortazar • Michel Déon • Max Gallo • Patrick Grainville • Jean Guéhenno • Eugène Guillevic • Roger Ilor • Edmond Jabès • Clément Léprieux • Claude Mancelon • Didier Martin • Vladimir Maximov • Yves Navarre • Erik Orserna • René Victor Phibes • Robert Pinget • Rafael Pividal • Bertrand Poirot-Delpech • Maurice Pons • Jacques Réda • Serge Rezvani • Denis Roche • Maurice Roche • Christiane Rochefort • Jules Roy • Robert Sabatier • Severo Sarduy • Michel Tournier • Georges Walter et Elie Wiesel.

4F

Le Monde

LES RÉA

La hesset a approuvé le plan qu

مكتبة من الأصل

مكذات من الأصل

Le Monde

étranger

LES RÉACTIONS AU « PLAN DE PAIX » DE M. BEGIN

La Knesset a approuvé le plan gouvernemental

Le premier ministre dénonce le « complexe messianique » du Gush Emounim

Jérusalem (A.F.P.). — La Knesset a approuvé, mercredi 28 décembre, le plan de paix de M. Begin par 64 voix contre 8 et 40 abstentions. Trois députés du Likoud et quatre autres membres de la coalition gouvernementale ont voté contre ou se sont abstenus.

Le Parlement israélien a répondu par de très fortes majorités tous les autres projets de résolution portant sur les initiatives de paix israélo-égyptiennes. Ces projets, à l'exception de celui du parti communiste, appuyaient ces initiatives, tout en formulant des réserves quant aux concessions territoriales faites par M. Begin.

Le chef du parti communiste rakh, M. Meir Vilner, a notamment accusé le gouvernement Begin de « vouloir faire de la Cisjordanie une colonie israélienne ». Selon lui, M. Begin a refusé au peuple palestinien ses droits nationaux, alors que la paix n'est possible que si ces droits sont reconnus. « Le plan Begin contient les germes d'une nouvelle guerre », a-t-il assuré.

M. Gad Yaakobi (travailliste) a noté pour sa part que « le gouvernement Begin a fait trop de concessions au départ ». Il a exprimé la crainte que l'O.L.P. ne s'introduise dans le conseil élu séjournant à Bethléem.

Le président de la commission des affaires étrangères et de la sécurité de la Knesset, M. Moshe Arens (Likoud), a fait valoir « deux points essentiels ». « En Cisjordanie, a-t-il dit, tout dépend d'un seul homme, et avant de céder des positions stratégiques importantes, il nous faut voir si c'est une politique qui pourrait constituer après qu'il aura quitté la scène. » D'autre part, a-t-il noté, M. Moshe Arens, « il y a actuellement asymétrie : Israël propose des plans très différents de ses positions au début des contacts, il y a quelques semaines, alors que les Égyptiens sont restés presque sur leur point de départ ».

Pour M. Chlomo Eliezer (travailliste), M. Begin « a déjà abandonné le principe des frontières de sécurité, et jeté les bases d'un État palestinien, sans obtenir aucune concession de l'Égypte ».

M. Begin critique M. Dayan

Dans son intervention de clôture, M. Begin s'en est pris au Gush Emounim (bloc de la foi) qu'il a accusé d'être « zioniste », et a affirmé qu'il n'avait pas besoin de censeurs « la pureté de ses sentiments patriotiques ».

S'adressant à Mme Gueorguova, « passionnée » de l'extrême droite israélienne, M. Begin l'a accusée de « frivolité politique ». Il a exprimé, par ailleurs, du fait de la tribune sa reconnaissance au président roumain Ceausescu pour « le rôle capital qu'il a joué dans la réussite de la rencontre entre le premier ministre d'Israël et le président Sadate ».

A deux reprises « nous avons fait rompre les entretiens à Irbid », a-t-il déclaré, « et nous avons dit à nos interlocuteurs égyptiens que s'ils insistaient nous retournerions en Israël : lorsque la délégation égyptienne a proposé la rédaction d'une déclaration d'intention israélienne acceptant l'évacuation de tous les territoires occupés, et

DEUX MORTS
DANS UN ATTENTAT À NATANYA
PRÈS DE TEL-AVIV

Natanyia (U.P.I.). — Une bombe a explosé ce jeudi matin 28 décembre dans un marché ouvert à Natanyia, petite localité balnéaire située à une trentaine de kilomètres au nord de Tel-Aviv. L'engin avait été placé sous un arbre, sur la place du marché. L'explosion a fait deux morts et deux blessés, dont un grièvement atteint. La police a bouclé le quartier et une enquête a été ouverte.

● M. Robert Galley, ministre de la coopération, a été reçu en audience mercredi 28 décembre à Ryad par le prince héritier Fahd Ben Abdel Aziz, vice-président du conseil (A.F.P.).

● ERRATUM. — Nous écrivions dans nos éditions du 27 décembre que l'écrivain André Chéhid était libanais. En réalité, si sa famille est d'origine libanaise, André Chéhid est égyptien, né au Caire. Cette double attache libano-égyptienne a inspiré une partie de son œuvre (notamment *Double pays*, en 1969). D'autre part, dans le *Monde* du 26 décembre, c'est par erreur que nous écrivions que les Caïrotes avaient paré la ville avec des drapeaux israéliens. Il s'agissait en fait de drapeaux égyptiens.

Le président Sadate « n'acceptera pas » la limitation des mouvements de troupes égyptiennes au Sinaï

Le Caire (A.P.). — Commentant le plan de règlement présenté à la Knesset par M. Begin, le président Sadate a rappelé le mercredi 28 décembre que l'Égypte n'acceptera en aucun cas le maintien des forces de sécurité israéliennes en Cisjordanie. Il s'est élevé, par ailleurs, contre la limitation des mouvements des troupes égyptiennes dans le Sinaï après l'évacuation de la péninsule par l'armée israélienne.

Après avoir donné une conférence de presse en compagnie du chancelier Helmut Schmidt, en visite officielle en Égypte depuis la veille, le président Sadate a déclaré : « Je suis absolument opposé à la présence des forces de sécurité israéliennes en Cisjordanie. Il n'y a pas le moindre doute à ce propos. »

« D'autre part, a-t-il ajouté, « Je n'accepte pas la limitation des mouvements des troupes égyptiennes sur le sol égyptien. Personne ne peut tolérer que les mouvements des troupes d'un pays soit dictés par un autre pays, sur le sol même d'un pays. »

« Je suis optimiste », a-t-il déclaré, « mais je ne puis accepter la limitation des mouvements des troupes égyptiennes sur le sol égyptien. Personne ne peut tolérer que les mouvements des troupes d'un pays soit dictés par un autre pays, sur le sol même d'un pays. »

« Je suis optimiste »

Le président Sadate a d'autre part déclaré : « Je suis optimiste parce que je prendrai ministre de l'Égypte, ce qui est une bonne chose. Mais je ne puis accepter la limitation des mouvements des troupes égyptiennes sur le sol égyptien. Personne ne peut tolérer que les mouvements des troupes d'un pays soit dictés par un autre pays, sur le sol même d'un pays. »

« Je suis optimiste », a-t-il déclaré, « mais je ne puis accepter la limitation des mouvements des troupes égyptiennes sur le sol égyptien. Personne ne peut tolérer que les mouvements des troupes d'un pays soit dictés par un autre pays, sur le sol même d'un pays. »

Coopération Et Al-Egyptian

La compagnie israélienne Et Al vient d'annoncer que son système de réservation électronique, qui permet de réserver une première demande de réservation de la compagnie Égypte, qui concerne vingt-cinq piliers en provenance du Caire, pour un vol retour Athènes-Tel-Aviv.

Les milieux cisjordanais proches de l'O.L.P. estiment que l'« auto-gouvernement » constitue un pas en arrière

Jérusalem (A.F.P.). — L'« auto-gouvernement » offert par M. Menachem Begin à la Cisjordanie et à Gaza, loin de constituer un pas vers une solution acceptable, est en réalité un pas en arrière, car il est destiné à institutionnaliser la présence israélienne dans ces territoires : tel est l'avis qu'expriment mercredi 28 décembre les milieux cisjordanais proches de l'O.L.P. après l'exposé du premier ministre israélien à la Knesset.

Commentant le « plan Begin », le rédacteur en chef du journal en langue arabe, *Al Fayr*, de Jérusalem, M. Mamoun Saïd, qui ne cache pas ses sympathies pour l'Organisation de libération de la Palestine, a déclaré que « l'auto-gouvernement » que l'on nous propose n'est qu'une forme de gestion municipale, qui d'ailleurs existe déjà. On nous offre la possibilité d'avoir un « passeport jordanien », nous l'avons toujours eue. Nous sommes d'accord avec lui là-dessus. C'est donc une question de négociation. »

« Ce que les Palestiniens veulent, a-t-il ajouté, c'est l'autodétermination, la reconnaissance que nous sommes une nation. Qu'on nous donne une Palestine, même si elle doit être dirigée par le cheikh Mohamed Al Fawzi (la plus « modérée » des personnalités cisjordanaises, ancien maire de Hébron), si je suis M. Begin. »

Dans les milieux proches de l'O.L.P. on affirme que malgré les apparences, surtout à usage externe, M. Begin n'a rien cédé, et l'on ne peut pas lui en faire féliciter. « Si Israël avait fait un geste tangible, donné une modeste raison de poursuite leur politique de coopération avec Israël, l'O.L.P. serait aujourd'hui dans une passe difficile », reconnaissent-ils.

Du côté des modérés, le malaise est évident. Des personnalités telles que le docteur Nachshbi et l'avocat Adia Chéhid, connus pour leur opposition à l'O.L.P., reconnaissent que ce sont les éléments les plus radicaux qui dominent aujourd'hui l'opinion cisjordanienne. Ils en rendent Israël responsable car, disent-ils, le gouvernement israélien n'a jamais cherché à promouvoir un dialogue constructif avec les notables traditionnels.

Pourtant, certaines personnalités opposées à l'O.L.P. n'excluent pas la possibilité qu'un véritable retrait militaire israélien intervienne au profit d'une force de paix des Nations unies dont la présence assurerait une véritable autodétermination à l'abri des pressions. Cette idée dénote la crainte que les modérés ressentent aujourd'hui devant la possibilité que les éléments les plus « durs » ne passent à l'action.

Enfin les milieux nationalistes estiment que la remonte d'Israël constitue un échec éclatant et que M. Sadate est maintenant acculé au choix entre « la suicide politique en acceptant les conditions de M. Begin, et la suicide militaire en les refusant ». C'est pourquoi, pensent-ils, le rôle sera nécessairement amené à rechercher un règlement séparé avec Israël, si toutefois il obtient un appui suffisant des pays arabes dits « modérés », tels que l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe.

Le miracle égyptien

IV. — Du surréalisme en économie

De notre correspondant J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

Le gouverneur du Caire demandait à l'ambassadeur de Suisse que la Confédération redessine une carte de l'Égypte, qui ne soit pas une carte de la capitale, mais la carte de l'Égypte. « On recense les quarante mille et subit les (éboulements privés) qui surviennent, les médiateurs qui ont réellement apporté des fonds nouveaux dans la région ainsi que de nouvelles approches. Espérons que nous ferons tous des efforts, nos pensées, nos vœux, pour parvenir à une paix permanente. »

À l'heure où la demande internationale pour l'excellent coton égyptien à fibres longues augmente, on apprend que le volume donner un peu plus d'indépendance au pays, l'autre de rendre les rouages économiques plus efficaces, les deux régimes semblent vouloir aller dans le même sens. L'impression de surréalisme que l'on éprouve lorsqu'on se penche sur l'économie égyptienne.

« Sous Nasser, nous dit-on d'un côté, on a travaillé à satisfaire les besoins des masses. Admettons. Mais quel sens de fabrication des produits sur place s'ils sont inutilisables ? Les aiguilles à coudre se cassent comme du verre, les lampes éteignent au lieu de raser, les enveloppes, comme le papier dit collant, ne collent pas, la naphthaline n'a pas d'odeur, les chaussures se défont, les batteries de voiture ne chargent plus, les médicaments ne contiennent pas les doses indiquées, les boîtes de conserve ne sont pas pleines. On n'en finit pas plus d'acheter les denrées quotidiennes des consommateurs. »

Des importations ruineuses

Le Caire en « centre principal des affaires au Proche-Orient », mais la capitale égyptienne n'offre encore aucune des commodités de l'Occident. Les visiteurs, moins deux heures de formalités, et parfois plusieurs visites à la banque, pour encaisser le moindre chèque. L'organisation des transports est un chaos. Les taxis, sans crier gare, de ne plus adresser ses relevés par la poste et de couper purement et simplement leur ligne aux abonnés. Une telle situation, qui devrait venir régler leur note ! La « révolution administrative », lancée cette année en grande pompe, a-t-elle été oubliée ? Les 980 000 fonctionnaires, dans la presse égyptienne, annonçaient en juin 1977, le « transfert en province », finissant sans doute tranquillement leurs jours dans la capitale.

Que ferait d'ailleurs l'administration provinciale d'un surcroît d'effectifs ? Dans le gouvernement de La Charrière, entre Le Caire et Irbid, le bureau des affaires agricoles d'un chef-lieu de 40 000 habitants (16 800 hectares) vu le nombre de ses employés passe en dix-sept ans, de onze à cinq cent vingt, sans que la superficie à administrer ait augmenté d'un pouce. Espère-t-on faire échapper les nouvelles terres bonifiées sur la rive africaine du canal de Suez aux ravages d'« Ad-el-Routine » (personnage mythique symbolisant l'aide d'un mot de francarabe, la bureaucratie égyptienne) en en confiant la tutelle au grand entrepreneur de travaux de l'armée, Ahmed Osman, certes célèbre pour son dynamisme, mais qui n'a jamais mané que le bœuf arabe et les charpentiers métalliques ?

Dans d'autres cas, les meilleurs intentions se heurtent à des obstacles structurels difficilement surmontables. Ainsi, cette année,

de la production nationale d'or blanc a diminué de 30 %. Si l'est acquis qu'elle trouvera preneurs pour le coton qu'elle ne cesse de produire, l'Union soviétique, en décidant de suspendre, en principe, à partir de 1978, le paiement de ses dettes envers l'Égypte, a fait perdre à l'Égypte le va-et-vient, en revanche, ne savoir que faire d'une partie des produits de deuxième qualité (meubles, chaussures, etc.) avec lesquels elle réglait ses créances à l'Est ?

La capacité des hauts fourneaux d'Éléon n'est pas entièrement utilisée, alors que le pays doit importer de l'étranger. Quant au nouvel oléoduc Suez-Alexandrie, il n'a pas encore trouvé la clientèle qui devait assurer sa rentabilité.

Des indices favorables

Derrière ce tableau d'ordres de désastre, de blocage, les optimistes parlent d'une « économie de l'après », — des indices favorables commencent à pointer. Le ministre de l'Économie, M. El-Sayid, a déclaré que le chiffre de la production nationale a augmenté de 10 % en 1977, contre 1 % en 1976. Le chiffre de la production totale, elle-même en hausse. Le napté a rapporté cette année 1 milliard et demi de francs au trésor égyptien, c'est-à-dire autant que les dix milliards de francs par an.

Au cours du même exercice, la fin financière arabe, sans compter les dépôts bancaires publics permanents saoudo-koweïtiens, a doublé par rapport à 1976, atteignant près de 15 milliards de francs, tandis que Washington verse au Caire depuis 1976 l'équivalent de 5 milliards de francs par an.

Pour la première fois aussi depuis 1967, le produit national brut (30 milliards de francs) a augmenté en termes réels en 1976 et en 1977 de 2 %, contre 1 % au cours de chacune des neuf années précédentes. Par rapport à l'année 1976, l'épargne privée a doublé, atteignant le chiffre de 350 millions de francs. Grâce à un strict contrôle des prix et à la baisse de certains cours mondiaux, l'inflation, qui avait été en 1974 de 20 %, est retombée cette année à 10 %. La loi de 1974 sur le régime des investissements arabes et étrangers et sur les zones franches, qui aux yeux des capitalistes, contenait encore de nombreux freins, a été modifiée par une loi du 9 juin 1977 qui fait de l'Égypte une terre beaucoup plus accueillante pour

l'investisseur national ou étranger.

Désormais, l'entrepreneur n'est plus obligé d'engager des employés en surcroît, les revenus des investissements sont exonérés d'impôts sur les bénéfices pendant cinq ans à compter de la première année de production, et le rapatriement des capitaux étrangers se fait au cours du change à la plus favorable. Un organisme central pour les investissements devra toutefois donner son aval au transfert des bénéfices hors d'Égypte. À l'exception de Michelin (pneus) et de Ford (moteurs), aucun groupe privé étranger important ne s'est encore engagé à investir dans la vallée du Nil, mais une petite partie des prêts publics américains est allée aux usines textiles de Mahalla-El-Koubra (500 millions de francs) et aux cimenteries de Suez et de Médi (même somme), tandis que la France réalise la centrale thermique d'Aboukir, près d'Alexandrie. Au cours du plan quinquennal 1976-1982, l'Égypte compte investir environ 11 milliards de francs, dont 35 % à la charge du capital étranger.

Si la paix revenait au Proche-Orient, l'Égypte, qui consacre chaque année, sans compter les apports extérieurs, notamment saoudiens, plus de 7 milliards de francs à sa défense, soit environ un quart de son produit national brut, pourrait d'emblée, estime-t-on, réduire ses dépenses militaires de 1,5 milliard de francs par an. Il est vrai qu'elle devrait également reculer de cent mille à deux cent mille soldats, mais la fin de la menace imminente de 20 %, est raisonnablement considérée plus favorablement le partenaire égyptien.

Un autre fait nouveau, qui porte à l'optimisme les dirigeants du Caire, réside dans la diminution du taux d'accroissement de la population, tombé en un lustre de 3,7 % à 2 %. Cela s'explique par les progrès de l'éducation (il en

est peut-être en préparation.

F. N.

N HUMANISME?

et des mythes

EXCEPTIONNELLES DES

nouvelles

CE QU'ILS ATTENDENT

1977

Declarations de M. M...

مكتبة من الأصل

ASIE

Chine

Le taux d'accroissement de la population semble beaucoup plus élevé que prévu

De notre correspondant

Pékin. — Si l'on en croit les sources officielles, la population de la Chine serait actuellement proche de 890 millions d'habitants. On ne saurait garantir entièrement l'exactitude de ce chiffre, les autorités chinoises ayant elles-mêmes ne pas être informées avec toute la précision souhaitable de l'évolution démographique du pays et manifestant une réticence certaine quand il s'agit de livrer des estimations globales. Du moins est-il possible de faire le total des données fournies récemment. Depuis le début de 1976, les radios provinciales ont rendu compte des manifestations locales organisées lors des événements politiques majeurs qui ont marqué la vie du pays. C'est à cette occasion notamment — et

afin de souligner le caractère unanime du soutien apporté aux décisions des autorités centrales — que les dépêches citaient parfois, en chiffres ronds, le nombre total des habitants de la province ou de la région considérée. La liste est aujourd'hui presque complète, l'un des derniers chiffres connus étant celui de la population du Kwangsi : trente-deux millions d'habitants. Les seuls chiffres manquant désormais sont ceux du Tibet et du Ningxia, dont les populations peuvent être respectivement évaluées, sur la base de données anciennes, à 1,3 et 2,5 millions.

Restent les trois municipalités autonomes qui ne relèvent d'aucune autorité provinciale. Pour Changhaï, une documentation récemment éditée par les services municipaux donne le chiffre de 10,8 millions d'habitants. Des sources également officielles indiquent en 1976 une population de 8 millions pour la municipalité de Pékin et de 7 millions pour celle de Tien-Tsin.

C'est sur la base de ces différents chiffres qu'on arrive au total de 888 millions d'habitants pour l'ensemble du pays, chiffre sans doute légèrement inférieur à la réalité si l'on tient compte de l'accroissement probable dans les zones pour lesquelles des informations récentes sont encore défaut.

D'après les indications ainsi recueillies, la province chinoise la plus peuplée est le Setchouan avec 90 millions d'habitants (chiffre cité en août 1977), suivie de loin par le Shantoung avec 70 millions. Le Honan (60), le Kiangsu (58), le Kwantung (50), etc.

La dernière estimation officielle de la population chinoise a été donnée le 21 août 1974 à la conférence des Nations unies sur la population réunie à Bucarest par la déléguée de la République populaire de Chine, l'ingénieur Chou-tai, qui avait employé la formule : « près de 800 millions d'habitants ». Au mois de janvier 1975, devant la quatrième Assemblée nationale populaire, M. Chou En-lai s'était référé au même chiffre. Depuis cette date, en revanche, divers responsables chinois ont admis devant des journalistes nationaux que le chiffre de 800 millions avait été sensiblement dépassé.

Si l'on se réfère à ces différents sources, la population chinoise se serait accrue de près de cent millions en trois ans.

Les estimations des experts étrangers varient considérablement d'un auteur à l'autre. Un rapport de la C.I.A. avançait, en 1975, le chiffre de 927 millions.

ALAIN JACOB.

Cambodge

Hôte des dirigeants khmers

UN DIPLOMATE SUÉDOIS ESTIME QU'UNE « SOCIÉTÉ ENTièrement NOUVELLE EST EN CHANTIER »

Stockholm (U.P.I.). — L'ambassadeur de Suède en Thaïlande, M. Jean-Christophe Oberg, qui vient d'effectuer une courte visite au Cambodge à l'invitation du gouvernement khmer (le Monde du 24 décembre), a confié ses impressions de voyage à la deuxième chaîne de la télévision suédoise.

M. Oberg ne pense pas que les informations publiées dans la presse occidentale et qui présentent la situation actuelle du Cambodge sous un jour très sombre soient fondées dans les faits. Les dirigeants khmers, dit-il, sont au courant de ce qui se dit de leur pays à l'étranger et ils ne s'en préoccupent guère.

« Il nous est difficile de comprendre pour quelle raison ils tiennent leur société fermée, a fait remarquer M. Oberg. Nous avons l'habitude de sociétés ouvertes où le regard peut pénétrer. Le diplomate a ajouté : « Une société entièrement nouvelle est en chantier. L'argent ne circule pas et les villes sont assez vides. Les Cambodgiens expliquent qu'ils n'ont pas les moyens de nourrir des populations urbaines en achetant au prix fort des produits alimentaires à l'étranger. C'est pourquoi ils ont conduit les habitants des villes à la campagne, où ils peuvent produire leur propre subsistance. »

M. Oberg n'a pas vu dans la campagne une main-d'œuvre travaillant sous la menace des armes. « En deux jours, a-t-il dit, nous n'avons aperçu que quatre soldats et quatre fusils. L'un des soldats était une jeune fille. Nous avons vu les gens du travail dans les champs et il n'y avait nulle haine dans leurs regards. »

Les estimations selon lesquelles plus d'un million de Cambodgiens auraient péri depuis l'arrivée des Khmers rouges au pouvoir laissent M. Oberg songeur. Il estime que les réfugiés ont souvent tendance à exagérer.

République fédérale d'Allemagne

ACCUSÉE DE SIX TENTATIVES DE MEURTRE

Verena Becker est condamnée à la prison à vie

De notre correspondant

Bonn. — Accusée de six tentatives de meurtre sur des policiers, la jeune terroriste Verena Becker a été condamnée mercredi 28 décembre par le tribunal de Stuttgart à une peine d'emprisonnement à vie. Les juges ont refusé de lui reconnaître des circonstances atténuantes : ils ont même estimé qu'elle avait agi avec « les motifs les plus bas ». L'accusée a refusé d'entendre ce qu'elle a appelé un « jugement de merde » rendu par des « cochons nazis ». Elle a dû être maîtrisée et expulsée de la salle avant que le président du tribunal ait pu donner lecture des attitudes du jugement.

Dès l'âge de dix-neuf ans, Verena Becker, qui avait travaillé quelque temps comme téléphoniste à Berlin-Ouest, faisait partie d'un groupe révolutionnaire. En décembre 1974, elle fut condamnée à six ans de maison de correction pour avoir participé à un attentat contre le club anglais de yachting de Berlin-Ouest, attentat au cours duquel un homme trouva la mort. Trois mois plus tard elle fut échangée, avec quatre autres terroristes, contre le député chrétien-démocrate berlinois Peter Lorenz, qui était tombé dans les mains de la Fraction armée rouge. Envoyée au Yémen du Sud, elle revint bientôt en Europe. Les autorités lui reprochent d'avoir pris part, depuis lors, à divers attentats, et notamment à celui qui a coûté la

vie au procureur général Buback en avril à Karlsruhe.

A Stuttgart, Verena Becker n'a été jugée que pour les incidents liés à son arrestation, le 3 mai dernier à Singen, près de la frontière suisse. Accompagnée d'un autre terroriste, Günther Sonnenberg, elle ouvrit le feu sur les policiers qui lui demandaient ses papiers. La mission de Sonnenberg et de Verena Becker consistait, croit-on, à cacher en Suisse le fœtus d'un bébé qui avait été utilisé pour l'assassinat du procureur général. Cette arme a été trouvée à bord de leur voiture.

Sensible au reproche de lenteur qu'on lui adresse fréquemment, la justice de la République fédérale a fait preuve, cette fois, d'un peu plus de diligence. Renonçant à la minutie qui est une caractéristique de beaucoup d'administrations ouest-allemandes, le tribunal public n'a fait figurer sur l'acte d'accusation que les crimes attribués à Verena Becker lors de son arrestation. Même ainsi, et alors que les faits relatifs au procès Becker sont en cours de jugement, les débats du tribunal de Stuttgart se sont poursuivis pendant trois semaines, et le jugement n'a été prononcé qu'après l'audition de quelques quatre-vingts témoins. Les juges ont conclu que, dans deux cas au moins, l'intention de causer la mort des policiers était établie sans le moindre doute. — J. W.

Conflit au sein de la rédaction de « Stern »

De notre correspondant

Bonn. — Un conflit vient d'éclater au sein du grand magazine illustré Stern. L'un des adjoints au rédacteur en chef a été suspendu pour avoir permis la publication d'un article mettant en cause, parmi d'autres personnalités du monde industriel et financier, le principal actionnaire de la maison d'édition qui publie cette revue.

L'article incriminé analyse la « conquête pacifique » des pays étrangers par les investisseurs ouest-allemands. De plus en plus, les entreprises allemandes, Volkswagen à Siemens, trouvent avantage à s'installer dans des pays où les coûts de production sont faibles, et où la main-d'œuvre est abondante.

Sans que les distinctions soient toujours claires, l'article dénonce en même temps une « fuite des capitaux » ouest-allemands, en direction des pays comme le Brésil, où les investisseurs estiment ne pas avoir à redouter comme en Europe un glissement vers la gauche. L'auteur évoque même certaines manœuvres, pas toujours possibles grâce aux « oasis fiscales » de la Suisse et de l'extrême-Orient. L'article emprunte son titre — à une chanson d'extrême gauche — à une chanson d'extrême droite, qui promet de conquérir à demain le monde tout entier.

M. Reinhard Mohr, principal actionnaire de Stern et directeur de la grande entreprise d'édition Bertelsmann — qui a de nombreux intérêts hors de la République fédérale — a très vivement réagi contre ce qui lui paraît être une assimilation intolérable entre des activités industrielles utiles au pays, des spéculations financières plus discutables, des

fraudes fiscales caractérisées et des activités politiques particulièrement choquantes. Le rédacteur en chef de Stern, M. Henri Mann, s'est rangé au même avis. Il a immédiatement suspendu de ses fonctions son adjoint, M. Manfred Bisminger, après que celui-ci eut refusé de faire amende honorable. Ce conflit est d'autant plus inhabituel que M. Bisminger passait pour être à Stern le « prince héritier » choisi par le rédacteur en chef lui-même.

Les journalistes du magazine sont généralement représentés par un conseil de sept membres, qui s'est immédiatement élevé contre la décision de M. Mann. Une assemblée générale de la rédaction, à laquelle ont pris part une centaine de collaborateurs — la plupart des autres se trouvant à l'étranger — a entériné cette prise de position. D'autre part, les rédacteurs de Stern ont reçu le soutien des dirigeants du syndicat de l'imprimerie ainsi que ceux de l'Union des journalistes.

Enfin, une douzaine d'écrivains, à la tête desquels se trouve Günter Grass, ont adressé au rédacteur en chef de Stern une lettre soulignant qu'il revienne sur une décision qui mettrait en cause, selon eux, l'indépendance rédactionnelle et la réputation du magazine à l'étranger. Le professeur a été blessé grièvement de six balles.

JEAN WETZ.

JEAN-FRANÇOIS REVEL

La nouvelle censure

«Une démonstration brillante, implacable...»

MAX GALLO (L'Express)

«Revel brise la loi du silence. Et c'est là que son livre devient tout à fait passionnant»

GEORGES SUFFERT (Le Point)

«Une œuvre polémique, mais qui dépasse par son information les limites du genre»

PIERRE DAIK (Le Quotidien de Paris)

Collection "LIBERTÉS 2000"

ROBERT LAFFONT

EUROPE

Portugal

CHARGÉ DE FORMER LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

M. SOARES AFFRONTÉ UNE TACHE DIFFICILE

De notre correspondant

Lisbonne. — Le président de la République a chargé M. Mario Soares, le mercredi 28 décembre, d'entreprendre des consultations avec les partis politiques pour former le deuxième gouvernement constitutionnel.

Le secrétaire général du P.S. doit parvenir à un accord avec les autres partis sur l'élaboration d'une plate-forme disposant d'un appui majoritaire au Parlement et sur une formule de gouvernement traduisant l'engagement des différentes forces politiques. M. Soares serait alors investi comme premier ministre. Il disposera ensuite de dix jours pour présenter à l'Assemblée le programme de son gouvernement.

Le choix de M. Soares a été bien accueilli par les centristes du C.D.S. et les communistes. Ces deux partis estiment « naturel » que la responsabilité de la formation du prochain cabinet échoie à une personnalité du parti socialiste dont le rôle dans la crise actuelle est, selon eux, « fondamental ». Les sociaux-démocrates sont en revanche plus réticents au gouvernement. Ils ont demandé en outre un droit de veto quant aux « personnalités » choisies par le premier ministre. Dans quelle mesure les accords passés avec les centristes et les communistes ne seront-ils pas contradictoires ? Quelles réactions la participation au gouvernement de dirigeants tels que connus du C.D.S. comme M. Amaro da Costa, vice-président de ce parti, provoquera-t-elle dans les élections socialistes et communistes ? En effet, le parti de M. Soares, Amaro est encore considéré par de larges secteurs de la gauche comme le « représentant des forces les plus réactionnaires du pays ».

deux accords séparés, l'un avec le P.C.P. l'autre avec le C.D.S. Le P.C.P. était favorable à un gouvernement « socialiste homogène avec des indépendants », alors que le C.D.S. souhaitait une coalition à trois (P.S., P.S.D., C.D.S.), tout en admettant que les engagements électoraux du P.S. rendent difficile son alliance avec l'opposition de droite. Une formule intermédiaire a été trouvée : celle d'un gouvernement à base socialiste avec des personnalités.

Remplaçant le terme « indépendants » par celui de « personnalités », elle donne aux partis politiques la possibilité de se prononcer sur le choix des ministres non socialistes. L'entente entre le P.S. et le P.S.D. est bien compromise, alors que le C.D.S. a d'ores et déjà plus ses positions. Le dernier parti veut éviter une coupure avec sa base, éventuellement attirée par les postures très critiques d'un P.S.D. qui serait relégué dans l'opposition. Aussi le C.D.S. a-t-il exigé que des dirigeants « hautement qualifiés » du parti soient membres du gouvernement. Ils ont demandé en outre un droit de veto quant aux « personnalités » choisies par le premier ministre. Dans quelle mesure les accords passés avec les centristes et les communistes ne seront-ils pas contradictoires ? Quelles réactions la participation au gouvernement de dirigeants tels que connus du C.D.S. comme M. Amaro da Costa, vice-président de ce parti, provoquera-t-elle dans les élections socialistes et communistes ? En effet, le parti de M. Soares, Amaro est encore considéré par de larges secteurs de la gauche comme le « représentant des forces les plus réactionnaires du pays ».

JOSÉ REBELO.

Turquie

Un professeur de l'université d'Ankara victime d'un attentat

Plus de cinquante morts depuis le 1^{er} décembre

De notre correspondant

Ankara. — Tandis que les partis abordent le débat sur la motion de censure déposée par le parti républicain, dont le vote aura lieu le samedi 31 décembre, des incidents graves alourdissent le climat : après l'incendie qui a ravagé l'académie des sciences économiques d'Istanbul, tard dans la nuit de lundi, un attentat a été perpétré mardi soir 27 décembre à Ankara contre un professeur de l'université d'Etat, à son domicile, devant sa femme et ses enfants. Les deux auteurs sont soupçonnés d'appartenir à l'organisation des Foyers d'Idéal, organisation de jeunesse d'extrême droite proche du Parti du mouvement nationaliste. Le professeur a été blessé grièvement de six balles.

Plusieurs centaines d'étudiants et d'enseignants ont organisé un cortège pour aller déposer des « gerbes » de crêpe noir devant l'Assemblée nationale, devant la présidence du conseil et le ministère de l'Intérieur, pour protester contre l'incapacité du gouvernement à endiguer l'anarchie. L'université a été fermée pour un an par décision de l'Assemblée des professeurs (décision de principe à réexaminer tous les mois par l'Assemblée).

De son côté, M. Fahri Koruturk, chef de l'Etat, a envoyé une lettre au premier ministre, M. Demirel, lui demandant de prendre des mesures efficaces afin que cessent les attentats contre les enseignants. Il y a quelques mois, un professeur de l'université d'Atatürk, à Izmir (Anatolie de l'est), avait été mortellement blessé par un groupe d'étudiants d'extrême droite. On ne compte plus les attentats à la bombe perpétrés contre les domiciles de professeurs soupçonnés de « progressisme ».

Le 28 décembre encore, à Ankara, deux taxis transportant des étudiants de l'académie d'architecture, ont été, en plein centre de la ville et en plein jour, mitraillés par des « inconnus » : six personnes ont été blessées, dont les deux chauffeurs.

En marge de ces incidents devenus presque courants, la presse turque publie chaque jour, comme les cours de la Bourse, le bilan des tués et des blessés. Au cours du mois de décembre seulement, il y aurait eu plus de cinquante morts, cent dix au total depuis cinq mois que le second cabinet du front nationaliste a été investi.

ARTUN UNSAL.

Roumanie

● M. Milos Garidis, de nationalité hellénique, résidant à Paris, chargé de recherches au C.N.R.S., nous signale que, muni des visas nécessaires, ainsi que sa femme, citoyenne française d'origine roumaine, il s'est rendu à Arad (Roumanie) l'un de résidence de la famille de sa femme, pour passer les fêtes de Noël. M. Garidis avait déjà fait, depuis 1964, plusieurs voyages en Roumanie, soit en mission du C.N.R.S., soit pour assister à des congrès internationaux, soit pour des visites de famille.

SI VOUS MESUREZ 1,80 M OU PLUS (jusqu'à 2,10 m)

SI VOUS ETES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL

BANDES TAILLES PRET-À-PORTER

COSTUMES - PANTALONS - VESTES ET BLAZERS - TROUS - TRENCHES - PANTALONS - SHORTS - CHEMISES ET PULLS - EN LINGERIE DE MARQUE

SERVICES DE PEUX EXCLUSIVITE MAC DOUGLAS

SPECIAL PORTS D'HIVER

MBANSONS, ANDRANS, PANTALONS, etc.

UNIS UNIFORMEMENT

Au de la République

Maitre Permetteur

ing gratuit - 365,55,00

AMÉRIQUES

Etats-Unis

L'ancien directeur de la C.I.A. justifie les manipulations de l'information par ses services

Washington. — La commission de la Chambre des représentants chargée de suivre les affaires de renseignements a ouvert, le mardi 27 décembre, des audiences publiques sur le thème : « La C.I.A. et la presse ». Pendant une semaine environ, espions et journalistes vont se succéder à la barre. L'amiral Turner, directeur de l'agence, s'expliquera sur une instruction diffusée, le mois dernier, dans ses services et interdisant le recrutement de journalistes américains, sans pour autant décourager la bonne volonté de ceux qui voudront bien lui apporter bénévolement des informations.

De notre correspondant

Mais le vrai débat est ailleurs. Comme l'a confirmé M. Colby, directeur de la C.I.A. de 1973 à 1976, l'agence a mené, surtout pendant les années 50, une véritable guerre de propagande contre ce qu'il a appelé des « campagnes massives du monde communiste », notamment en Europe. Toujours sur le plan de la propagande, elle a cherché à « rétablir l'équilibre » dans les pays où une influence marxiste se dessinait, en « soutenant les journalistes et les médias qui diffusaient une information favorable aux Etats-Unis ». Ce fut le cas, a-t-il précisé, au Chili de 1970 à 1973. Mais elle l'a fait aussi en lançant par des moyens clandestins une information « non complètement fautive, du moins très orientée. A titre d'exemple, M. Colby a indiqué que, dans deux pays dont il n'a pas donné les noms, un intense effort de propagande, financé et organisé par sa centrale, avait réussi à « installer » deux petits partis anticommunistes en position de contrôler le gouvernement. Comme l'a constaté M. Aspin, une information, fût-elle au départ,

était devenue vraie à l'arrivée du seul fait de manipulations télécommandées.

Curieusement pourtant, l'inquiétude exprimée dans ce procureur parlementaire n'a pas porté sur le principe de ces manipulations que sur l'effet en retour que celles-ci peuvent avoir sur la presse américaine. Que des journaux ou des journalistes aient été manipulés par un public étranger des informations tendancieuses, c'est tant pis ou tant mieux, selon les goûts de chacun, mais somme toute secondaire. En revanche, qu'une histoire lancée à l'extérieur par la C.I.A. soit reprise de bonne foi par un journal des Etats-Unis et intoxiquée à son tour le lecteur, voilà qui est beaucoup plus fâcheux. M. Colby a concédé que cela lui a posé un « rude problème » du temps où il était en fonction. Dans les « bonnes années », le directeur de la C.I.A. pouvait encore passer un coup de téléphone discret aux grands patrons de la presse pour leur faire une garde contre telle ou telle nouvelle « venue d'ailleurs ». Mais cela ne lui paraît plus possible aujourd'hui, car « l'on ne peut plus immédiatement une histoire ». Il suggère que, à l'avenir, si une nouvelle fabriquée par la C.I.A. venait à se transformer en une information majeure, on en protégerait le public américain, par exemple, en faisant dire au président des Etats-Unis qu'il n'y croit pas. Un comble.

Liberté provisoire pour une complice de Charles Manson

« Ce sont vos enfants... »

« Ces enfants qui viennent à vous avec des couteaux, ce sont vos enfants. Je ne leur ai rien appris... » Ainsi parlait Charles Manson, en novembre 1971, de son étrange « famille » lors du procès de Los Angeles. Le plus étonnant dans cette affaire est qu'il était sans doute la vérité. Minable « gourou » inculte et sans doctrine, délinquant de naissance, Manson n'avait rien d'apprenant. Il était sans doute la vérité. Minable « gourou » inculte et sans doctrine, délinquant de naissance, Manson n'avait rien d'apprenant. Il était sans doute la vérité. Minable « gourou » inculte et sans doctrine, délinquant de naissance, Manson n'avait rien d'apprenant. Il était sans doute la vérité.

batu, avait déclaré Leslie Van Houten lors de son procès et je l'ai maîtrisé. (...) J'ai pris l'un des couteaux (que Patricia Krenwinkel avait apportés), et nous avons commencé à poignarder et à découper la dame... »

L'avocat de la jeune fille (elle avait dix-huit ans au moment du meurtre) était désemparé au cours du procès, une nouvelle procédure avait dû être engagée. Leslie Van Houten, bien conseillé et soutenu par sa famille, avait alors fait appel pour voir de forme et obtenu, le 3 août dernier, la révision de son procès. Elle comparaitra donc une troisième fois devant la justice le 2 février prochain.

On peut s'interroger une fois de plus sur les mécanismes complexes (la justice américaine étant, malgré la légende, tout aussi formaliste, sinon plus, qu'une autre) qui permettent ainsi à certains condamnés, plus fortunés ou mieux aidés que d'autres, d'échapper aux rigueurs de la prison. Le cas de Patricia Hearst, libérée après le versement par son père d'une caution de 1,5 million de dollars, soulève, sans le dire, une question analogue. (Le Monde du 26-27 décembre 1976.)

Déjà, en 1970, une intervention malvenue du président Nixon avait failli faire annuler le procès Manson pour vice de forme. Il est plus facile, en définitive, à un avocat de découvrir une anomalie dans le déroulement d'une action judiciaire (il suffit de motiver, a posteriori, que des jurés ont reçu des informations sur l'affaire en dehors du procès lui-même, notamment par voie de presse) que d'expliquer le geste inouï d'une jeune fille de dix-huit ans. — O. D.

Brésil

M. Delfim Netto sera candidat au poste de gouverneur de l'Etat de Sao-Paulo

Brasilia (Reuter). — M. Antonio Delfim Netto, ambassadeur du Brésil en France, a présenté sa démission mardi 27 décembre au président Ernesto Geisel, afin de pouvoir préparer sa candidature au poste de gouverneur de l'Etat de Sao-Paulo en septembre prochain. La démission a été acceptée, a déclaré M. Netto à la télévision, en précisant qu'il quitterait Paris en février.

Ministre des finances brésilien de mars 1967 à février 1974, M. Netto est considéré comme le père du « miracle économique » brésilien fondé sur une croissance accélérée pendant de nombreuses années. Le Brésil est actuellement touché par l'inflation et la crise de l'énergie.

M. Delfim Netto est originaire de Sao-Paulo, où il a été professeur d'université en économie politique. Le poste de gouverneur de l'Etat de Sao-Paulo est l'un des plus riches du Brésil, passe pour un tremplin vers la présidence.

Chili

Le général Pinochet admet que la Junte est divisée sur l'opportunité du référendum

Santiago (A.F.P., A.P., Reuter). — M. Sergio Fernandez, ministre du travail, a été nommé mercredi 28 décembre, contrôleur général en remplacement de M. Hector Hummeres, qui a été « mis à la retraite ». Le contrôleur général (qui joue le rôle de conseil constitutionnel) avait décidé, mercredi, d'annuler le décret signé par le général Pinochet portant sur l'organisation du référendum du 25 décembre. M. Hummeres avait déclaré que ce décret n'était « pas conforme au droit » mais pourrait être remplacé par un « décret-loi signé par les quatre membres de la Junte gouvernementale ». Le texte actuel ne porte que les signatures du général Pinochet et du général Raúl Benavides, ministre de l'Intérieur.

M. Fernandez prendra ses fonctions le 1er janvier. Le général Pinochet a reconnu, mercredi, que la Junte n'était pas unanime sur l'opportunité du référendum, mais

a affirmé que la consultation aurait lieu à la date prévue. Les Chiliens sont invités à janvier, à dire s'ils soutiennent « la défense de la dignité du Chili » face aux critiques des Nations unies concernant les violations des droits de l'homme. L'hebdomadaire *El Mercurio* de son côté qu'il n'est pas nécessaire d'organiser un référendum pour déterminer si les Chiliens sont pour ou contre le Chili.

Il est difficile de prendre au sérieux l'affirmation officielle selon laquelle la mise à la retraite de M. Hector Hummeres « n'a rien de plus que la décision de ce dernier d'annuler le décret sur le référendum » de janvier. Les propos mêmes du général Pinochet indiquent que des divergences existent au sein de la Junte à propos de cette consultation. L'amiral José Merino, chef de la marine, et le général Gustavo Leigh, chef de l'armée de l'air, y seraient notamment hostiles.

Pérou

La presse manifeste un regain d'indépendance

De notre correspondant

Lima. — Un vent nouveau commence à souffler sur la presse péruvienne. L'ouverture politique qui se dessine à Lima se reflète au niveau d'opinion d'expression soumise, jusqu'à présent, à un pesant contrôle. C'était évidemment la condition indispensable pour que puisse avoir lieu, dans des conditions normales, la campagne en vue de l'élection, le 4 juin prochain, d'une Assemblée constituante.

Le changement est particulièrement notable pour les revues. Le gouvernement a finalement décidé de supprimer le système d'« évaluation » — nom donné par euphémisme à la censure préalable à laquelle devaient se soumettre les journaux. Il ne s'agit pas de déterminer quelles sont les organisations qui représentent le « secteur de la population » auquel ils sont assignés. La Fédération des journalistes, de son côté, a demandé

que les quotidiens soient transférés aux rédacteurs et aux travailleurs des journaux.

Le cas le plus délicat est celui du *Comercio*, le principal journal péruvien, destiné à la communauté paysanne. Il devrait, en principe, être remis progressivement à la C.N.A. (Confédération nationale agricole), organisation syndicale paysanne créée à l'époque du président Velasco. Mais la C.N.A. se trouve, aujourd'hui, en franchise opposée au gouvernement militaire, dont elle critique le virage à droite. Dans ces conditions, le transfert du *Comercio* à la confédération est problématique.

Le gouvernement paraît surtout vouloir gagner du temps, vraisemblablement jusqu'aux élections, quitte à laisser l'Assemblée constituante désignée le 4 juin prochain se prononcer sur la question.

THIERRY MALINIAK.

Le parti socialiste révolutionnaire réclame une amnistie générale

Le général Leonidas Rodriguez, ancien commandant de la région militaire de Lima — il était alors considéré comme l'un des officiers les plus progressistes de l'armée péruvienne — vient de faire une tournée dans plusieurs pays d'Europe occidentale. Il entendait faire connaître le parti socialiste révolutionnaire (P.S.R.) dont il fut, en novembre 1976, un des fondateurs, et dont il est le représentant le plus populaire. En France, il a, en particulier, rencontré M. Lionel Jospin, secrétaire du parti socialiste.

Le P.S.R. est, fondamentalement, d'accord sur les objectifs de la « première phase » du processus révolutionnaire mené de 1968 à 1973 : socialisation des principaux moyens de production, autonomie politique nationale, relations actives avec les forces progressistes du monde entier, intégration dans le mouvement des non-alignés.

Mais cette formation critique l'absence de participation des citoyens, qui a caractérisé le gouvernement du général Velasco Alvarado.

Aussi entend-elle « donner un caractère populaire à la construction d'un socialisme à la péruvienne », selon les termes du général Rodriguez, lors d'un entretien, que nous avons eu avec lui à Paris.

La perspective des élections pour une Assemblée constituante, qui auront lieu le 4 juin prochain, et des élections générales, en 1980, stimule, évidemment, le P.S.R. Favorable au principe du vote à dix-huit ans, récemment adopté par le gouvernement du général Morales Bermudez, il critique, en revanche, le maintien du refus de vote pour les analphabètes traditionnels au Pérou.

Le P.S.R. réclame, en outre, une amnistie générale avant les élections. Cette formation y est directement intéressée : plusieurs de ses dirigeants, dont les quatre officiers qui ont signé la charte de fondation du mouvement, sont aujourd'hui encore en exil. Parmi eux figure, notamment, le général Leonidas Rodriguez, qui vit au Mexique. « Mais, nous déclarait-il, je rentrerai assez rapidement au Pérou, qu'il y ait ou non une amnistie. » — J.-P. C.

DIPLOMATIE

Les entretiens de M. Carter à Varsovie

(Suite de la première page.)

En 1972, lorsqu'il était arrivé à Varsovie, M. Nixon venait de Moscou ; les rapports américano-polonois apparaissent alors clairement comme un sous-produit des relations américano-soviétiques. Trois ans plus tard, le séjour de M. Ford dans la capitale polonaise était une simple escale sur le chemin d'Helsinki, où le président américain allait assister à la conclusion de la conférence sur la sécurité européenne.

Aujourd'hui, c'est à la Pologne en tant que telle, avec son originalité politique, que M. Carter rend visite. Ce séjour se situe toutefois dans une conjoncture internationale où, après l'euphorie d'il y a deux ans, la détente paraît plutôt piétiner. Le climat n'est pas idéal pour les conversations. La nouvelle politique américaine sur les drôles de l'homme a été critiquée ici tout comme dans les autres capitales européennes.

Pour la partie polonaise, le voyage de M. Carter représente pourtant, avant la conférence nationale du

parti prévue au début du mois de janvier, la ligne d'arrivée d'une intense activité diplomatique, avec ses dernières mois, les voyages de M. Gierek en France, en Italie et au Vatican, et le séjour du chancelier Helmut Schmidt en Pologne. Ces rencontres ont montré l'estime que les principaux chefs d'Etat ou de gouvernement européens accordent au premier secrétaire polonais en dépit de ses difficultés sur le plan intérieur, en même temps que l'image de la Pologne, ternie à l'étranger par la crise de juin 1976 et par ses séquelles, s'est trouvée améliorée.

La nécessité du réajustement de la politique économique de Varsovie, que ces événements ont entraîné, n'a pas été sans effets sur les relations commerciales avec les Etats-Unis. Après une croissance très rapide de échanges bilatéraux de 1972 à 1976 — ils ont plus que quadruplé, passant de 250 millions de dollars à plus de 1 milliard de dol-

lars — les ventes américaines ont connu cette année une chute spectaculaire : moins 40 % pour les neuf premiers mois de l'année. Il devrait s'en situer, pour toute l'année, autour de 500 millions de dollars, soit sensiblement au niveau de 1974. Les exportations polonaises ont, quant à elles, légèrement progressé (plus de 11 % de janvier à octobre par rapport à la même période de 1976), mais elles restent encore relativement modestes (145 millions de dollars pour neuf mois).

Cette évolution a permis à Varsovie de réduire le déficit de sa balance commerciale, objectif désormais prioritaire des dirigeants étant donné le niveau qu'avait atteint l'endettement du pays à la fin de 1976. Le volume total des échanges bilatéraux sera cette année, pour la première fois depuis longtemps, en recul par rapport à 1976. Parmi les pays occidentaux, les Etats-Unis sont le deuxième fournisseur et le cinquième client de la Pologne après

L'Allemagne fédérale. Pour environ la moitié, les ventes américaines continuent d'être constituées par des produits agricoles fédéraux, les biens d'équipement ne représentant qu'un quart du total. De même, les exportations polonaises vers les Etats-Unis ne reflètent pas encore les changements intervenus ces dernières années dans l'économie de ce pays. La création, en 1975, d'un conseil économique mixte, avec l'aide des chambres de commerce, a permis une meilleure connaissance des résultats des marchés, mais les échanges sont encore loin d'être satisfaisants.

La partie polonaise déplore toujours les entraves diverses mises à ses exportations sur le marché américain et les procédures compliquées de ventes de licences aux Etats-Unis. Cette année, un intérêt plus marqué a été porté de part et d'autre pour la coopération entre petites et moyennes entreprises.

MANUEL LUCBERT.

Espagne

LE SENAT a rejeté, mercredi 28 décembre, un projet de loi proposant l'abolition de la peine de mort, présenté par un groupe de sénateurs socialistes et indépendants. Le projet a recueilli 104 votes négatifs, contre 82 votes positifs et 3 bulletins nuls. — (A.F.P.)

LE PARTI SOCIALISTE OUVRIER ESPAGNOL, principal parti d'opposition, a l'intention de proposer le remplacement de la monarchie par une république lors du prochain débat parlementaire sur la Constitution, a annoncé un communiqué du P.S.O.E. le mardi 27 décembre. Les socialistes proposeront également que le pays soit dirigé par un président élu pour six ans par les deux Chambres du Parlement. — (Reuter.)

Guatemala

M. JORGE DAVID GARCIA, ancien chef de la section guatemaltequique d'Interpol, a été enlevé mardi 27 décembre et

retrouvé mort mercredi, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale. M. Jorge David Garcia était un membre influent du parti de droite Mouvement de libération nationale. — (A.F.P., U.P.I.)

République démocratique allemande

QUELQUES QUATRE-VINGTS RESSORTISSANTS OUEST-ALLEMANDS ont été relâchés des prisons de R.D.A. en décembre, a-t-on appris mercredi 28 décembre à Berlin-Ouest. Ils font partie d'un groupe d'Allemands de l'Ouest emprisonnés en R.D.A. pour trafic de devises, aide aux transfuges est-allemands ou infraction aux règles de la circulation, et qui ont été « rachetés » en devises ouest-allemandes par le gouvernement de Bonn. Quelques quatre cents ressortissants ouest-allemands sont toujours emprisonnés en R.D.A., selon les estimations faites à Berlin-Ouest. — (A.F.P.)

Barre va se consacrer à la reconstruction

Interview du premier ministre

POUR LE PEUPLE
PLUS DE
UNE
FOU
DU
PRIX SPEC
jusqu'au
Magasins ouverts tous les jours de 9h à 19h
117, 119, r. La Fayette
PARIS 10e
PRES GARE du NORD

مكتبة من الأصول

مكذبا من الأصل

Le Monde

politique

RÉCONFORTÉ PAR LE RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DES PRIX

M. Barre va se consacrer à la conduite de la campagne électorale de la majorité

Le ralentissement de la hausse des prix enregistré au mois de novembre et la perspective d'un autre bon indice en décembre ont rendu à M. Raymond Barre l'assurance qu'il avait quelque peu abandonnée depuis ses méandres de la « guerre du croissant », prolongée par la grève des employés d'E.D.F. et immédiatement exploitée, au sein de la majorité, par M. Jacques Chirac, qui s'était efforcé d'accentuer ses distances à l'égard de la politique économique et sociale du gouvernement.

A l'issue du conseil des ministres, le mercredi 28 décembre, le chef du gouvernement a retrouvé son autosatisfaction pour souligner que ses efforts contre l'inflation commencent à se manifester dans des conditions très satisfaisantes. Annonçant avec optimisme un rythme d'inflation de 5 à 6,5 % pour l'année, il n'a pas manqué de rappeler, à l'adresse de son prédécesseur à l'hôtel Matignon, que lors de son entrée en fonction ce taux était de l'ordre de 13 % et les prévisions de 18 à 17 %.

Postulant ainsi à sa propre succession après les élections, le premier ministre a voulu indirectement, semble-t-il, couper court aux rumeurs selon lesquelles ses erreurs de prévision auraient terni sa réputation de « meilleur économiste de France » aux yeux de l'Elysée.

Réconforté par ce résultat économique positif qu'il escomptait en vain depuis la fin de l'été dans l'espoir d'être enfin mieux armé pour tenir la rôle politique de « chef naturel de la majorité » que lui a confié le président de la République, mais que lui a ouvertement contesté, jusqu'à présent, M. Jacques Chirac, M. Raymond Barre a aussitôt saisi l'occasion de s'engager pleinement dans la campagne électorale, sans attendre la mise au point des « objectifs d'action pour les libertés et la justice » qu'il présentera aux électeurs le samedi 7 janvier à Blois (« le Monde » du 29 décembre).

Dans une interview à l'Agence France-Presse diffusée mercredi après-midi 28 décembre, il affirme sa volonté de prendre une part « très active » à la préparation des élections pour défendre notamment le « bon choix » que M. Valéry Giscard d'Estaing se propose d'indiquer aux Français. Afin de se consacrer à cette tâche politique, le chef du gouvernement se déchargera « le plus possible » des affaires économiques et financières sur M. Robert Boulin, ministre délégué. Il prépare, en outre, une série de voyages en province pour expliquer aux électeurs « ce qu'ils peuvent attendre, dans les années qui viennent, d'une action gouvernementale qui tienne compte à la fois de leurs aspirations et des contraintes qui continueront de peser sur le pays dans un monde en pleine mutation ».

Après être resté seize mois sur la défensive dans les tranchées des difficultés d'intendance, voici donc le « Joffe du redressement écono-

mique » (1) qui prend l'offensive sur le terrain politique avec l'intention de « mobiliser » les Français en faisant appel à leur « lucidité » contre les dangers de l'« illusion ».

Les « illusionnistes », pour M. Raymond Barre, ce sont, au premier rang, les socialistes dont il dénonce l'« inexpérience » et critique vivement leur leader, M. François Mitterrand, accusé de préconiser une politique menant la France à l'« effondrement ».

La deuxième cible du premier ministre, très nettement désignée bien qu'elle ne soit jamais nommée, c'est M. Jacques Chirac auquel il conteste « le droit de déterminer la politique à suivre ». Par-delà ces condamnations et ces critiques transparentes dans l'orientation du premier ministre le dessin giscardien, exprimé dans « Démocratie française », de gouverner au centre en recherchant les moyens de mettre fin aux « clivages » politiques traditionnels. M. Raymond Barre se semble d'ailleurs convaincu que son nombre de députés du R.P.R. n'aurait pas de démarquer publiquement, au cours de la campagne électorale, de ses « objectifs d'action » sous peine d'être « taxés d'incohérence ». Il rappelle, à ce sujet, qu'à l'occasion des travaux parlementaires et notamment du débat de confiance de la fin avril, l'agressivité de ses censeurs gaullistes n'est jamais allée « jusqu'à une insécurité qui eût entraîné sur-le-champ la dissolution de l'Assemblée nationale ».

Pour la première fois, le chef du gouvernement affirme sans ambages qu'il est disposé à arbitrer les élections « primaires », au sein de la majorité, si les partis concernés le sollicitent, et qu'il le fera d'autant plus volontiers

que le « pluralisme » lui apparaît en ce domaine, à l'heure actuelle, « plus anarchique qu'organisé ». Au demeurant, M. Raymond Barre ne paraît pas trop redouter les résultats des élections dans la mesure où son attitude « parfois méritoire » devant le Parlement — autant le souligner soi-même — a permis au président de la République de conserver le droit de dissolution de l'Assemblée nationale au cours de la première année de la nouvelle législature pour « faire face à quelque éventualité que ce soit ». Il est donc clair, selon le premier ministre, que M. Valéry Giscard d'Estaing n'hésitera pas, le cas échéant, à l'exercer. Du moins tient-il à l'affirmer pour éviter peut-être au chef de l'Etat d'avoir à s'en servir. Mais quand on l'interroge sur « la coupure de la France en deux », M. Raymond Barre, qui reproche si facilement à M. François Mitterrand de « faire fi des réalités nationales et internationales », ne craint pas lui, de faire fi de la réalité politique française en étudiant cette évidence. Il répond simplement que le débat politique ne doit pas être « une guerre de religion » et qu'il convient de procéder à une « réforme des esprits ». N'y a-t-il pas là « illusion » ? La question, essentielle, demeure en tout cas posée de savoir comment le premier ministre parviendra à imposer son autorité à l'ensemble du R.P.R. qui reste la principale des formations de la majorité sortante.

ALAIN ROLLAT.

(1) Déclaration de M. Valéry Giscard d'Estaing le mardi 4 janvier 1977, à l'occasion de ses vœux à la presse.

L'interview du premier ministre à l'A.F.P. : « Il faut mobiliser les Français sur l'essentiel »

Dans l'interview qu'il a accordée mardi soir 27 décembre à l'Agence France-Presse, et que celle-ci a diffusée mercredi après-midi 28 décembre, M. Raymond Barre évoque d'abord son rôle politique. Il déclare notamment :

« Il est de bon ton de dire que je me suis abstenu d'intervenir jusqu'à présent dans le débat politique et que je me suis confiné dans une tâche technique. Ce jugement ne témoigne pas en faveur de la perspicacité de ceux qui l'expriment ».

Lorsque le président de la République m'a appelé aux fonctions de premier ministre, il fallait en priorité mettre un terme à une évolution préoccupante de l'économie française et engager le pays sur la voie du redressement. C'est la raison pour laquelle j'ai assumé aussi la responsabilité directe du ministère de l'économie et des finances (...). Sur le plan politique proprement dit, il fallait faire face à la progression constante de l'opposition. Je n'ai eu de cesse, tout en respectant les hommes et leur espérance, de dénoncer les dangers que le programme commun ferait courir au pays. Qui donc — pour ne rappeler que ce fait — dans la majorité, depuis la campagne pour les élections présidentielles, est allé

débattre à la télévision avec M. François Mitterrand ? On a bien voulu reconnaître que ce débat avait eu une utilité certaine et une efficacité non négligeable. N'était-ce pas là de ma part un engagement politique ? »

« En ce qui concerne la majorité parlementaire, ajoutez-y, il me paraît évident que tout ce qui aurait pu provoquer sa rupture. Il était capital pour le pays que l'actuelle législature arrivât à son terme et que le président de la République puisse conserver, pendant la première année de la prochaine législature, le droit de dissolution afin qu'il puisse faire face à quelque éventualité que ce soit. Je n'ai pas voulu me livrer à un jeu politique qui n'aurait eu d'autre résultat que d'affaiblir la majorité et de profiter à l'opposition. Je n'ai jamais voulu diviser la majorité actuelle. Cette attitude a été parfois méritoire, mais je savais qu'elle correspondait au vœu profond des Français, de même qu'ils souhaitent un débat digne entre la majorité et l'opposition. C'est une telle attitude que je maintiendrai jusqu'au bout ».

Répondant aux déclarations faites le 3 juillet à Corbeil par M. Valéry Giscard d'Estaing, le chef du gouvernement précisait

quelles sera la signification de ses « objectifs d'action » :

« Ces objectifs sont des objectifs de gouvernement, préparés par l'Institut qui a la responsabilité, sous l'autorité du président de la République, de conduire à l'heure actuelle les affaires du pays. Le gouvernement n'agit pas, en effet, seulement dans l'instant et ne peut se désintéresser de l'avenir de la France. Au moment où les formations politiques, qui ont soutenu le gouvernement, vont se présenter devant les électeurs,

elles ne peuvent, de leur côté, ignorer celui-ci, sous peine d'être taxées d'incohérence ».

« Sous la V^e République, pour- suit-il, c'est ainsi que les élections ont toujours été menées et gagnées ».

« Il appartient au peuple de trancher. Le chef de l'Etat, à qui la Constitution a donné les moyens d'agir, conservera en tout état de cause son pouvoir d'appréciation et son rôle suprême d'orienter le destin du pays ».

« Les objectifs d'action »

n'ont rien à voir avec une opération politique »

Interrogé sur les réserves exprimées par M. Jacques Chirac, président du R.P.R., le chef du gouvernement indique :

« Les objectifs d'action n'ont rien à voir avec une « opération politique » de division de la majorité, sauf pour ceux qui cherchent des alibis ou des prétextes ».

« La campagne électorale qui va s'ouvrir doit se faire dans la clarté. On ne peut à la fois affirmer fidélité et respect au président de la République et traiter par préférence le gouvernement nommé par le président de la

République en alléguant que le président de la République n'aurait pas accompli son mandat aujourd'hui, comme avant 1974, sa majorité ».

« On ne peut à la fois proclamer un attachement indéfectible aux institutions de la V^e République et revendiquer pour un parti — fut-il le plus nombreux — le droit de déterminer la politique à suivre ».

« Je souhaite, pour ma part, que le combat électoral qui va être mené par l'actuelle majorité ne soit pas ambigu, et d'abord en ce qui concerne le soutien à l'action du président de la République ».

A propos de l'arbitrage soutenu par M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti socialiste, M. Raymond Barre déclare :

« M. J.-P. Soisson a manifesté, non sans raison, son inquiétude devant la multiplicité des candidatures, qui se réclamant de la majorité, le pluralisme apparaît, en effet, à l'heure actuelle, plus anarchique qu'organisé ».

« M. Mitterrand fait fi des réalités »

Le chef du gouvernement critique alors les propositions du P.S. en déclarant notamment :

« La « réponse socialiste » aux difficultés actuelles exposée le 18 novembre par M. Mitterrand fait fi des réalités nationales et internationales (1) ».

« Les moyens proposés pour sortir de la crise conduisent en fait à l'effondrement de l'économie. Comment augmenter le SMIC et les allocations familiales dans la proportion annoncée, comment créer en 1978 deux cent dix mille emplois publics, émettre un emprunt public indexé de 30 milliards de francs, indexer le livret A de la Caisse d'épargne, ramener la T.V.A. au taux zéro pour les produits de première nécessité, sans ruiner les petites et moyennes entreprises, déséquilibrer gravement les finances publiques, déloger le marché financier, provoquer un déficit massif du commerce extérieur et une dépréciation rapide du franc, et, en fin de compte, isoler l'économie française ? Les projets socialistes — et uniquement ceux qui ont été suffisamment précisés pour que le coût puisse en être chiffré — signifient pour la seule année 1979 un déficit pour les finances publiques d'un montant de 50 milliards de francs, une hausse des prix de 15 à 20 %, un déficit des échanges extérieurs de l'ordre

de 50 milliards et un effort fiscal écrasant pour tous les revenus y compris les moins élevés. En le révoquant pas ici ce que serait 1979... »

Il ajoute : « Les grandes réformes de structure, qui sont la supprime pensée du parti socialiste, c'est l'insécurité du désordre dans l'économie. Comment les nationalisations massives, effectuées dans la première session de la législature, n'entraînent-elles pas une désorganisation de la production et un effondrement de nos exportations ? Comment le caractère nucléaire ne retarderait-il pas le moyen terme sur notre indépendance énergétique, qui est l'une des conditions de notre survie économique ? »

« Dans un tel contexte, quel sérieux peut-on attacher au discours sur la « nouvelle croissance » ? »

« Ce qui est inquiétant dans cette « réponse socialiste », c'est qu'elle laisse apparaître avant tout l'inexpérience nationale et internationale de ceux qui aspirent à gouverner la France ».

Interrogé sur la « coupure de la France en deux », M. Raymond Barre estime que « ce qui compte surtout c'est un consensus national autour d'une politique », à la fois « servile » et « large » majorité s'il n'y avait

pas de politique claire et déterminée ? dit-il. Je ne crois pas que ces remèdes techniques — comme par exemple la modification de la loi électorale — suffisent à changer l'état de choses actuel. Ce dont nous avons surtout besoin, c'est d'une plus grande objectivité et d'une plus grande cohésion — au moins à l'égard de certains sujets d'intérêt national. Il est malheureux que le débat politique tourne en la guerre de religion. Des adversaires politiques ne sont pas forcément des ennemis irréductibles. C'est la leçon que nous donnent d'autres pays. Telle est la principale « réforme » que nous devons rechercher, mais la plus difficile des réformes est celle des esprits ».

En conclusion, le premier ministre affirme que les traités qu'il doit conclure avec le premier ministre sont « le sang-froid et la détermination ».

(1) M. Raymond Barre fait erreur. C'est le 8 novembre, et non le 18, que M. François Mitterrand avait déclaré devant l'Assemblée des journalistes économiques, le programme économique du P.S.

LE DÉLAI D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES S'ACHÈVE LE 31 DÉCEMBRE

Les demandes d'inscription sur les listes électorales ou de radiation sont reçues dans les mairies les jours ouvrables jusqu'au 31 décembre. M. Jacques Chirac, maire de Paris, indique que « des instructions ont été données aux services généraux des mairies d'arrondissement afin que la réception des demandes d'inscription sur les listes électorales politique soit assurée le samedi 31 décembre de 9 heures à 18 heures ».

Les personnes remplissant les conditions pour être électeurs (avoir dix-huit ans au plus tard le 28 février 1978, jouir de ses droits civiques) qui ne seraient pas inscrites, ou qui ont changé de domicile ou de résidence, doivent demander leur inscription, qui est obligatoire. Pour s'inscrire, il suffit de se munir d'une pièce d'identité et d'une pièce justifiant l'attachement à la commune. Cette attache peut être soit le domicile, soit une résidence continue de plus de six mois, soit l'inscription au rôle d'une des contributions directes communales depuis cinq ans.

LES MOUVEMENTS OCCITANS ET LES ÉCOLOGISTES PRÉSENTENT DES CANDIDATS DANS LE MIDI

(De notre correspondant régional.)
Toulouse. — Réunis à Narbonne (Aude) afin de définir une stratégie commune pour les prochaines élections législatives, les dirigeants des mouvements Lutte occitane et V.V.A.P. (Voleurs du Val d'Ariège) ont constaté leur convergence de vues avec les « forces socialistes », mais ils ont estimé que le moment n'était pas encore venu d'envisager avec elles une union électorale.
Les deux mouvements présenteront des candidats dans plusieurs départements du Midi.
L'association Environnement et humanisme annonce, de son côté, qu'elle présentera des candidats à Toulouse et dans toute la région Midi-Pyrénées, sous l'étiquette Écologie 78.

POUR LE REVEILLON
VOUS
PLUS
UNE
FOUR
FOUR
D
PRIX SPECIAUX POUR LES FETES
jusqu'au 31 Decembre
Magasins ouverts tous les jours sans interruption
de 9h. à 19 h 30
115, 117, 119, r. La Fayette | 100, Av. Paul Doumer
PARIS 10^e | PARIS 16^e
PRES GARE du NORD | ANGLE RUE de la POMPE

cadeaux LANVIN
au centre pour lui, chez...
MAINE
MONTAIGNE
LESCUR

— La France a franchi une étape significative de son redressement. Des problèmes subsistent, mais l'évo-

nombre des apprentis, 2. plus de 5 % de contrats d'apprentissage supplémentaires ont été déposés

« Vous objecterez sans doute, et

secrétaire du P.S., jeudi après-midi 29 décembre, au cours d'une conférence de presse.

RADITION

contrôla et, le cas échéant, censure l'administration, si souvent rigée par des membres du Conseil. Il se flatte que, cette ambiguïté, il ne résulte ni dommage touchant au respect de la loi par le gouvernement. Voire. C'est à tout le moins une situation délicate. Que n'en elle vivant elle doit n'accommoder d'usage dont on n'a pas que les exemples les plus latents d'un très proche passé ? Car on ne peut penser à ces hommes fort apport de leur expérience au Conseil — ce qui, en soi, est bon, — puisqu'ils demeurent pas.

Aucune de ces nominations est contraire à la loi. Les modifications pour être conseiller d'Etat sont des simples qui ent, puisque la loi indique simplement : « Nul ne peut être conseiller d'Etat s'il n'est âgé quarante-cinq ans » (et, sous-entendu, de nationalité française). Rien donc dans tout cela soit de nature à choquer juristes. Mais la morale d'un peu froissée de voir une prestigieuse assemblée sembler à un ratage pour ses politiques en chômage, ce n'est pour donner l'impression qu'elle est investie, à fins précises.

ses remarques laites par beaucoup sur un mode mineur prennent des allures de fronde M. Olivier Guichard était appelé à succéder à M. Bernard Chenot. Sa succession, pour n'être pas tout fait prochaine, est déjà ou tant par ceux que réduits de être vice-président du Conseil d'Etat (1) que par les autorités comme « possibles », à même qu'on les ait prévues.

Il se trouvait que le successeur de M. Chenot ne fit pas l'origine membre du Conseil d'Etat en y ayant fait premières armes comme directeur, une tradition serait brisée, puisque M. Bernard Chenot, en dépit de son intense expérience, n'était pas le général de Gaulle, ou Chassagnon, lorsqu'il fut nommé, à la tradition. — Ph. B.

est un communiqué du M.R.G. Centre républicain, présidé par André Morice, sénateur de l'Atlantique, ancien ministre. ancien maire de Nantes, a adhéré parti radical en janvier 1976.

L'Union des jeunes non agrés a rélu, au cours d'une assemblée générale, M. Bernard Bruneau à sa présidence, et étendue liste d'une vingtaine de candidats aux élections au cours de laquelle ont été élus le président de l'U.J.P. et a dénoncé la posture du christianisme et du R. qui reproche beaucoup de terroristes mais très peu de

... d'une conférence de presse, le président de l'U.J.P. a dénoncé l'imposture du rattachement à l'R.P.R. qui regroupait beaucoup de caractéristiques mais très peu de gaullistes sincères.

» Tout est organisé pour que les Français de Côte-d'Ivoire concentrent leurs voix sur ces circonscriptions en difficulté. (...)

Les conditions de vote de
Français résidant à l'étranger
devaient être évoquées par
M. François Mitterrand, premier
secrétaire du P.S., jeudi après-
midi 29 décembre, au cours d'une
conférence de presse.

● **Vaucuse:** dissolution du comité fédéral du P. S. — A la suite de contestations portant sur la désignation du candidat au poste de première secrétaire de la fédération socialiste du Vaucuse, le bureau exécutif du P. S. a dissous le comité fédéral de ce département. Un directeur de cinq membres a été chargé de diriger la fédération jusqu'aux élections législatives. Après les élections, un congrès exceptionnel sera convoqué pour constituer une nouvelle direction départementale.

● Une trentaine de membres du Centre républicain de Loire-Atlantique ont adhéré au Mouvement des radicaux de gauche an-

noncé un communiqué du M.R.G. Le Centre républicain, présidé par M. André Morice, sénateur de Loire-Atlantique, ancien ministre, ancien maire de Nantes, a adhéré au parti radical en janvier 1976.

● **L'Union des jeunes pour le progrès** a réélu, au cours d'une assemblée générale, M. Bernard Fournier à sa présidence, et établi une liste d'une vingtaine de candidats aux élections. Au cours d'une conférence de presse, le président de l'U.J.P. a dénoncé l'imposture du chiroquisme et du R.P.R. qui regroupe beaucoup de capitalistes mais très peu de combattants sociaux.

pour que vous
éclatez

pour que vous soyez v
éclatante et chère

DES JEUNES DANS UNE CITÉ D'H. L. M.

Vacances à « Mantes-la-Grisaille »

Il y a deux Mantes-la-Jolie. Le bourg au charme provincial, blotti au bord de la Seine autour de sa collégiale et le Val-Pourré, des cubes de béton surgis il y a quelques années au nord-ouest de la ville : une ZUP de vingt-huit mille habitants dont une moitié d'immigrés, Maghrébins, Portugais, haïtiens et Sénégalais : « Mantes-la-Grisaille », disent par antithèse ses habitants.

Chaque année, un tiers de la population fuit le quartier sans pitié. La plupart, cependant, ouvriers chez Renault à Flins ou chez Chrysler à Poissy se résignent. Pour quelques-uns qui ont vécu dans des cités d'urgence, le Val-Pourré fait même figure de pays de cocagne.

Venus des plaines de l'Alentejo ou des confins de l'Atlas, des dizaines de gosses jouent dans les rues, sur les trottoirs et sur les maigres pelouses plantées d'arbustes. Une balle de tennis usée, le football est le seul langage compris par tous. Souvent, les rapports se tendent. A douze ans, on épouse vite les querelles des parents et leurs préjugés. Au « sale bougnouille ! » des uns, répond le « sale toi ! » (Portugais) des autres.

Au pied des cages d'escalier, le nez écrasé contre les portes vitrées, des grappes de gamins regardent tomber une pluie fine et glaciale. Il n'est pas encore l'heure de la télé, le centre commercial a livré tous ses secrets, épuisé tous ses charmes. Encore quelques jours de « vacances ».

Quatre mille lots, certains adolescents mènent dans les caves d'immeubles une vie de troglodytes. Un escalier de béton, une arête d'urine. Après quelques hésitations, la porte s'ouvre sur un réduit envahi de fumée, une « boîte » improvisée, comme il en existe quelques-unes dans le quartier. La musique — un air de « disco » — est assourdissante. Dans un halo de lumière orange, un adolescent souple comme une liane se déhanche, seul au milieu de la piste.

Les autres occupants, une dizaine de garçons et de filles, assis les uns contre les autres sur des bancs de fortune, ne disent rien. Certains sont chômeurs, d'autres

lycéens, ils viennent là « tuer le temps ». « Quand on est à mort ou refait surface », explique l'un d'eux, la chemise écarlate et Jean étroit.

Certains caves ont leur localités permanentes. Un matelas récupéré ici, une chaise de moquette « fauchée » là, une chaise bancale, un vieux téléphone, quelques disques de Johnny. « C'est confort », commente Youssouf, vingt ans, sans profession ni domicile fixe, un habitué. Ils sont quelques dizaines à vivre ainsi au gré des descentes de police, alimentant des rumeurs d'autant plus folles que la plupart des habitants ignorent à peu près tout de cette vie souterraine.

La vérité est plus prosaïque. Chassés de chez eux ou en fugue, la plupart des squatters échouent à la faute de mieux. Dans la chaleur douillette d'un canapé, se nouent des amours éphémères. De petits trafics s'organisent. Quand la mesure est comble, le gardien condamne la porte avec une barre de fer. Certains, plus brutaux, lâchent leur chien, le mollet de Youssouf en porte encore la trace.

Le fond de la misère

C'est la ZUP qui a donné la victoire à la gauche aux dernières élections municipales. La ZUP qui, au moindre incident, alimente les querelles électorales. Les sautes d'humeur s'y succèdent. Des bagarres éclatent pour un rien, une dispute entre voisins, un mot de trop. La police fait de fréquentes apparitions. Par précaution, les flâneurs qui déambulent dans les rues ne quittent pas leur talkie-walkie.

Les moyens de colmater les brèches paraissent dérisoires : un centre culturel, un centre social, deux associations de quartier, quelques animateurs permanents. Les problèmes d'assimilation sont énormes. Témoin la réaction de ce petit Sénégalais arrivé de son pays au cœur de l'hiver, éclatant en sanglots en voyant de la neige pour la première fois.

De l'autre côté de la voie de chemin de fer, dans le quartier du Nouveau-Logis, on touche le fond de la misère. Deux gosses y ont été arrêtés, il y a quelques jours, pour avoir volé de la ferraille — qu'ils projetaient de revendre — dans un chantier voi-

sin. Lorsque la paie tarde à venir, des mères de famille se prostituent, pour quelques dizaines de francs, aux immigrés, nombreux dans le quartier. Ainsi cette femme usée, le regard las, que son gamin a vue cent fois franchir la porte du foyer où l'attendent ses « clients ». Craignant leurs complicités collabataires, beaucoup de Maghrébina enferment leurs épouses à double tour quand ils partent au travail et tirent les volets.

C'est le Parunis, le supermarché local, qui sert de point de ralliement aux jeunes du quartier. Prodiges de la pluie par un avertissement, Ahmed, vingt ans, un « dur », y attend un « pote ». A plusieurs reprises, ces dernières années, il est « tombé » (il a séjourné en prison). Pas grand-chose : des petits vols, quelques « casses » sans gravité. Des bricoles. Chauffage de profession, bon ouvrier, Ahmed ne vait jamais longtemps chez un patron. Il préfère sa « liberté ».

A-t-il participé au dernier raid d'une bande du Val-Pourré contre un grand magasin de la région ? (Cette nuit-là, les auteurs du coup sont ressortis du rayon hommes, vêtus de neuf, abandonnant sur place leurs vêtements usagés.) Chaleureux mais bagarreur, il porte encore sur la joue le souvenir du jour où un tesson de bouteille lui a labouré le visage.

Fils de harki, il voue aux « Français » une haine tenace. « Tous des pourris », explique-t-il. De toute façon, il n'est pour eux qu'un étranger, un « bougnouille », pas un type « classe », une expression qui revient souvent dans la conversation pour désigner la dignité dont il est privé.

C'est à Ahmed et ses copains qu'on doit la mise à sac du club Gounod, un local confiné puis repris aux jeunes qui l'avaient aménagé et qui, furieux d'en être chassés, finirent par tout casser. Aujourd'hui, il n'existe plus au Val-Pourré de lieu de rencontre pour les adolescents. On les voit traîner seuls ou en petits groupes au pied des tours, dans l'attente d'un hypothétique travail, ou guettant la fin de ces interminables « vacances ».

BERTRAND LE GENDRE.

« NOUS NE POURRONS RESTER ÉTERNELLEMENT DANS LA LÉGALITÉ »

affirme M. Edmond Simeoni

Dans un entretien que publie le *Quotidien de Paris*, M. Edmond Simeoni, porte-parole du mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse (U.P.C.), estime que « le F.L.N.C. est le fils de l'intransigeance de l'Etat français » : sa violence, somme toute, n'est que mineure par rapport à la violence institutionnaliste que nous subissons depuis deux siècles ».

Selon M. Simeoni, « la situation en Corse va se durcir, va aboutir à des évènements beaucoup plus nets ». Il avertit : « Nous ne pourrions pas éternellement nous contenter de revendiquer un statut d'autonomie interne dans la légalité... Nous nous trouverons aux côtés de tous les hommes qui subiront la répression coloniale française, y compris, demain, ceux du F.L.N.C. ».

Un colis « suspect » est envoyé à M. Marchais

Un colis est arrivé, mercredi 28 décembre, vers 12 h. 30, au siège du parti communiste français, place du Colonel-Fabien, à Paris (19^e), adressé à M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. Ce paquet « a paru suspect » au responsable du courrier qui l'a remis au commissariat du dix-neuvième arrondissement, qui l'a lui-même envoyé à la préfecture de police.

Le colis contenait un kilo d'une substance jaunâtre dont la nature n'est pas encore déterminée ainsi qu'un détonateur et une mèche lente, mais apparemment pas de dispositif de mise à feu. Une carte l'accompagnait, portant l'inscription « Marchais toi aussi, tu es un impérialiste d'U.R.S.S. » signée « M.A.M. ». On ignore la signification de ce sigle.

Il est cependant déjà apparu sur un colis de même nature que celui envoyé à M. Marchais, découvert le samedi 24 décembre dans une consigne du palais des

Congrès à la Porte Maillot, à Paris, par la police, alertée par des appels téléphoniques anonymes parvenus au standard des deux grands hôtels de la Porte Maillot, le Concord et le Meridien.

« Une volonté délibérée de créer un climat de trouble et de crainte... »

A 19 h. 30, M. Gaston Plissonnier, secrétaire du comité central, entouré de MM. Claude Popere et Jean Colpin, membres du bureau politique, a fait une déclaration à la presse, publiée ce jeudi 29 décembre, en page 3 du quotidien communiste *l'Humanité* qui ne fait aucun autre commentaire sur cette affaire. Selon M. Plissonnier « Tous ces faits — cette affaire et tous les autres attentats commis en France depuis le début de l'année — indiquent qu'existe aujourd'hui une volonté délibérée de créer un climat de trouble et de crainte. La majorité actuelle et sa politique donnent à la fois l'inflation et le chômage, le désordre et la violence. (...) Les Français et les Français aspirent à vivre dans la tranquillité, la sécurité. Le gouvernement de MM. Giscard d'Estaing et Barre est désormais placé devant ses responsabilités : ou il non va-t-il se décider enfin à mettre un terme à la violence ? A agir contre les tuteurs, les poseurs de bombes, les faiseurs de troubles ? Ou il non les assassins et leurs complices vont-ils être enfin arrêtés, poursuivis, condamnés ? »

« Nous avons déposé plainte », a conclu M. Plissonnier.

Le 10 juin dernier, le tribunal correctionnel de Nantes avait condamné cinq agriculteurs accusés d'avoir, le 2 juin, participé à l'envolvement puis à la destruction par le feu, d'un registre d'envolvement public, à la mairie de Courbon, relatif à la construction de la centrale nucléaire du Pellerin (*Le Monde* daté 13-14 juin).

Le 10 juin dernier, le tribunal correctionnel de Nantes avait condamné cinq agriculteurs accusés d'avoir, le 2 juin, participé à l'envolvement puis à la destruction par le feu, d'un registre d'envolvement public, à la mairie de Courbon, relatif à la construction de la centrale nucléaire du Pellerin (*Le Monde* daté 13-14 juin).

Le 10 juin dernier, le tribunal correctionnel de Nantes avait condamné cinq agriculteurs accusés d'avoir, le 2 juin, participé à l'envolvement puis à la destruction par le feu, d'un registre d'envolvement public, à la mairie de Courbon, relatif à la construction de la centrale nucléaire du Pellerin (*Le Monde* daté 13-14 juin).

Le 10 juin dernier, le tribunal correctionnel de Nantes avait condamné cinq agriculteurs accusés d'avoir, le 2 juin, participé à l'envolvement puis à la destruction par le feu, d'un registre d'envolvement public, à la mairie de Courbon, relatif à la construction de la centrale nucléaire du Pellerin (*Le Monde* daté 13-14 juin).

Le 10 juin dernier, le tribunal correctionnel de Nantes avait condamné cinq agriculteurs accusés d'avoir, le 2 juin, participé à l'envolvement puis à la destruction par le feu, d'un registre d'envolvement public, à la mairie de Courbon, relatif à la construction de la centrale nucléaire du Pellerin (*Le Monde* daté 13-14 juin).

Le 10 juin dernier, le tribunal correctionnel de Nantes avait condamné cinq agriculteurs accusés d'avoir, le 2 juin, participé à l'envolvement puis à la destruction par le feu, d'un registre d'envolvement public, à la mairie de Courbon, relatif à la construction de la centrale nucléaire du Pellerin (*Le Monde* daté 13-14 juin).

Le 10 juin dernier, le tribunal correctionnel de Nantes avait condamné cinq agriculteurs accusés d'avoir, le 2 juin, participé à l'envolvement puis à la destruction par le feu, d'un registre d'envolvement public, à la mairie de Courbon, relatif à la construction de la centrale nucléaire du Pellerin (*Le Monde* daté 13-14 juin).

Le 10 juin dernier, le tribunal correctionnel de Nantes avait condamné cinq agriculteurs accusés d'avoir, le 2 juin, participé à l'envolvement puis à la destruction par le feu, d'un registre d'envolvement public, à la mairie de Courbon, relatif à la construction de la centrale nucléaire du Pellerin (*Le Monde* daté 13-14 juin).

REPRODUCTION ET TRADUCTION

expression

le parfum de JACQUES FATH



pour que vous soyez vous-même...
éclatante et chaleureuse

Une idée de cadeau pour les fêtes de fin d'année
le bijou rempli de parfum à porter autour du cou - 79 Francs

هكذا من الأصل

SCIENCES

A BORD DE SALIOUT-6 DEPUIS PLUS DE QUINZE JOURS

Les deux cosmonautes soviétiques fêteront le Nouvel An en orbite au-dessus de l'Extrême-Orient

En orbite depuis le samedi 10 décembre, les deux cosmonautes soviétiques Georgi Grechko et Yuri Sotnikov ont déjà passé plus de quinze jours à bord de la station spatiale Saliout-6. Grechko a fait le tour de la Terre 16 fois (le tour du monde en 16 jours), ce qui est une opération rare : la dernière fois, c'était en 1958, lors de la troisième utilisation du Skylab américain : les astronautes Carr, Gibson et Pogue avaient alors accompli plusieurs sorties, de 15 à 20 heures, dans le Skylab. Et la dernière sortie scientifique de l'espace soviétique a été faite par Sotnikov le 16 janvier 1969, quand Evgueni Tchoubaïev, à bord de la station spatiale Saliout-1, a effectué la première sortie d'un cosmonaute soviétique. Sotnikov a été rejoint par Grechko le 20 décembre, et les deux ont passé les fêtes de Noël à bord de la station. Sotnikov a été rejoint par Grechko le 20 décembre, et les deux ont passé les fêtes de Noël à bord de la station. Sotnikov a été rejoint par Grechko le 20 décembre, et les deux ont passé les fêtes de Noël à bord de la station.

Un point très précis

Quant à Delta, c'est un système de navigation automatique. Les deux cosmonautes ont effectué une sortie d'urgence le 20 décembre, à 14 heures, pour aller au point de rendez-vous. Ils ont passé 15 heures à l'extérieur de la station, et ont effectué une manœuvre de rendez-vous avec la station Saliout-6. Ils ont passé 15 heures à l'extérieur de la station, et ont effectué une manœuvre de rendez-vous avec la station Saliout-6.

M. GÉRARD PIKETTY EST NOMMÉ PRÉSIDENT DU CNEOX

Le conseil des ministres a nommé M. Gérard Piketty président du conseil d'administration et directeur général du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEOX). M. Piketty a été nommé à la tête de l'organisme qui a pour but le développement des connaissances sur les océans et la recherche en vue de leur exploitation. La nomination a été faite par le conseil des ministres, présidé par M. Pierre Joxe. M. Piketty a été nommé à la tête de l'organisme qui a pour but le développement des connaissances sur les océans et la recherche en vue de leur exploitation.

TOUT EN SOLLICITANT L'AIDE DE L'ÉTAT

Les médecins veulent garder le contrôle de l'enseignement postuniversitaire

Il y a trois mois, parlant devant les médecins réunis pour les célébrations de Bichat, le président de la République soulignait le niveau élevé de la formation médicale en France. L'Etat et les organismes de formation médicale ont, depuis, affirmé leur rôle et leur responsabilité dans la formation des médecins. Ils ont, depuis, affirmé leur rôle et leur responsabilité dans la formation des médecins. Ils ont, depuis, affirmé leur rôle et leur responsabilité dans la formation des médecins.

CORRESPONDANCE

La carrière des universitaires

Il y a trois mois, parlant devant les médecins réunis pour les célébrations de Bichat, le président de la République soulignait le niveau élevé de la formation médicale en France. L'Etat et les organismes de formation médicale ont, depuis, affirmé leur rôle et leur responsabilité dans la formation des médecins. Ils ont, depuis, affirmé leur rôle et leur responsabilité dans la formation des médecins.

SPORTS

AUTOMOBILISME

LA CONSTRUCTION D'UNE ALFA-ROMEO DE FORMULE 1 EST CONFIRMÉE

Le constructeur italien Alfa Romeo a officiellement confirmé qu'il entrera dans la compétition de Formule 1 à partir de la saison 1978. L'annonce a été faite par le directeur de l'équipe, Niki Lauda, lors d'une conférence de presse à Rome. Alfa Romeo a officiellement confirmé qu'il entrera dans la compétition de Formule 1 à partir de la saison 1978.

FOOTBALL

LE RED STAR LANCE UN APPEL A LA SOLIDARITÉ

Le Red Star Football Club a lancé un appel à la solidarité pour aider les joueurs et le club à surmonter les difficultés financières. L'appel a été lancé lors d'une conférence de presse à Paris. Le Red Star Football Club a lancé un appel à la solidarité pour aider les joueurs et le club à surmonter les difficultés financières.

LES ARTS MARTIAUX

OU L'ESPRIT DE BUDO de Michel Random

Le livre de Michel Random, "Ou l'esprit de Budo", est une œuvre majeure sur les arts martiaux. Il explore les aspects philosophiques et spirituels de ces disciplines. Le livre de Michel Random, "Ou l'esprit de Budo", est une œuvre majeure sur les arts martiaux.

PRESSE

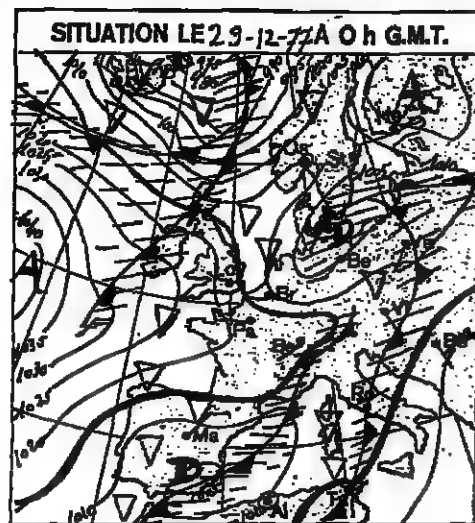
Le livre de Michel Random, "Ou l'esprit de Budo", est une œuvre majeure sur les arts martiaux. Il explore les aspects philosophiques et spirituels de ces disciplines. Le livre de Michel Random, "Ou l'esprit de Budo", est une œuvre majeure sur les arts martiaux.

RELIGION

Le livre de Michel Random, "Ou l'esprit de Budo", est une œuvre majeure sur les arts martiaux. Il explore les aspects philosophiques et spirituels de ces disciplines. Le livre de Michel Random, "Ou l'esprit de Budo", est une œuvre majeure sur les arts martiaux.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 29-12-77 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 30-12-77 DÉBUT DE MATINÉE

France entre le jeudi 29 décembre à 8 heures et le vendredi 30 à 24 heures :

Une nouvelle perturbation atlantique se dirigeant vers la France, avec des pluies et des vents forts, sera à l'origine d'une dépression à l'ouest de la France, le vendredi 30, avec des pluies et des vents forts.

Vendredi matin, cette perturbation donnera un temps très agité, avec des pluies et des vents forts, et des températures en baisse.

Le samedi 31, le temps sera plus calme, avec des températures en hausse.

variable avec quelques averses. Des Pyrénées au sud des Alpes, le temps sera brumeux et frais, tandis que les masses d'air atlantique et méditerranéenne, avec quelques pluies en Corse.

Dans la journée, cette aggrégation continuera à progresser vers le sud-est, et le temps couvert, avec quelques pluies (neige en montagne), affectera le soir les régions s'étendant du sud des Alpes aux Pyrénées et aux Landes; elle sera moins active dans la partie occidentale.

Les vents se renforceront, et les températures baisseront, avec des pluies et des vents forts, et des températures en baisse.

Le dimanche 1er janvier, la pression atmosphérique redouble au-dessus de la mer d'Azur, à Paris-Le Bourget, 1 013,1 millibars, 784,4 millibars de moyenne.

Températures (en degrés Celsius) indiquées le maximum enregistré :

cours de la journée du 29 décembre :

Alger, 18 et 12 degrés; Amsterdam, 7 et 1; Athènes, 14 et 8; Barcelone, 14 et 8; Brest, 7 et 1; Casablanca, 18 et 12; Clermont-Ferrand, 7 et 1; Dijon, 7 et 1; Grenoble, 7 et 1; Lille, 8 et 2; Lyon, 7 et 1; Madrid, 18 et 12; Marseille, 14 et 8; Nantes, 7 et 1; Nice, 14 et 8; Paris-Le Bourget, 7 et 1; Pau, 7 et 1; Perpignan, 11 et 5; Rennes, 7 et 1; Rouen, 7 et 1; Strasbourg, 7 et 1; Toulouse, 11 et 5; Valenciennes, 7 et 1.

Températures relevées à l'étranger :

Alger, 18 et 12; Amsterdam, 7 et 1; Athènes, 14 et 8; Barcelone, 14 et 8; Brest, 7 et 1; Casablanca, 18 et 12; Clermont-Ferrand, 7 et 1; Dijon, 7 et 1; Grenoble, 7 et 1; Lille, 8 et 2; Lyon, 7 et 1; Madrid, 18 et 12; Marseille, 14 et 8; Nantes, 7 et 1; Nice, 14 et 8; Paris-Le Bourget, 7 et 1; Pau, 7 et 1; Perpignan, 11 et 5; Rennes, 7 et 1; Rouen, 7 et 1; Strasbourg, 7 et 1; Toulouse, 11 et 5; Valenciennes, 7 et 1.

Bulletin d'enneigement

Données communiquées par les services météorologiques nationaux :

Le premier nombre indique l'épaisseur de la neige au sol, le deuxième le dénivelé de la neige en haut des pentes.

ALPES DU NORD

Alpe d'Huez, 50-100; Anstrau, 40-80; Belledune, 50-100; Briançon, 40-80; Chamonix, 50-100; Courmayeur, 40-80; La Plagne, 40-80; Les Contamines-Montjoie, 40-80; Les Corbières, 40-80; Courchevel, 40-80; Les Deux-Alpes, 40-80.

ALPES DU SUD

Auron, 40-80; Biot, 40-80; Briançon, 40-80; Chamonix, 40-80; Courmayeur, 40-80; La Plagne, 40-80; Les Contamines-Montjoie, 40-80; Les Corbières, 40-80; Courchevel, 40-80; Les Deux-Alpes, 40-80.

Documentation

LES PUBLICATIONS DE LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

Après avoir publié, en 1976, le rapport de la Commission d'études sur la violence, la Documentation Française a poursuivi la publication de huit volumes d'annuaire, dont quatre viennent de paraître. Le numéro 1 comprend des études générales sur la violence, la télévision et la violence; le numéro 2 comprend des études générales sur la violence, la télévision et la violence; le numéro 3 comprend des études générales sur la violence, la télévision et la violence; le numéro 4 comprend des études générales sur la violence, la télévision et la violence.

Journal officiel

Sont parus le Journal officiel du 30 décembre 1977 :

DES LOIS

- Loi n° 107-1 du code électoral.
- Loi n° 107-2 du code électoral.

DES DÉCRETS

- Modifiant l'article B 11-3 du code de l'exportation pour cause d'utilité publique.
- Modifiant les dispositions des articles 10-107-1 et 10-107-2 du code de l'exportation pour cause d'utilité publique.

UNE LISTE

- De classement des auditeurs de justice de la promotion 1978.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1987

1 2 3 4 5 6 7 8 9

Horizontalement :

I. Constituent un ensemble inévitable. II. Vont droit au but. III. Elle et ses sœurs ont fait œuvre utile près de la roche Tarpéienne. IV. En sole on en laine. V. Signe d'effacement. VI. Sur un endran solaire. VII. Abréviations. VIII. Provoquent des déplacements rituels. IX. Rayon. X. VIII. Gîte à la nuit. XI. Sirentement mécontent. XII. Point de repère. XIII. Tira d'affaire. XIV. Sont les défilances de ceux qui sont dans l'adversité. XV. Préposition.

Verticalement :

1. Mises à mal quand on se bat les flancs. Pas niable. 2. Entrée dans le monde. 3. Adverbe. 4. Réserve. 5. Diminutif. 6. Une invention. 7. Nombre des numéros. 8. S'entend à Valence. 9. Porta du linge de couleur. 10. Son emploi répété permet la justification d'affaires hypothétiques. 11. Cela. 12. S'élargit chemin faisant. 13. Un qui ne sait jamais le temps qu'il se fait. 14. S'élève. 15. Sujet en voie de formation. 16. Dans l'Orne. 17. Fait communiquer deux vallées.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Directeur : Jacques Savary, directeur de la publication.

Imprimerie : J.B. LAFONT, 10, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord écrit de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : 57427.

Solution du problème n° 1986

Horizontalement :

I. Primitif. II. Amore. III. Amore. IV. NS. V. Est. VI. A. VII. AP. VIII. Poëles. IX. UA. X. Ligne. XI. Ligne. XII. Ligne. XIII. Ligne. XIV. Ligne. XV. Ligne.

Verticalement :

1. Pénurie. 2. Ruisseau. 3. Ire. 4. Mort. 5. Ire. 6. Moins. 7. Centième. 8. Ré. 9. Alose. 10. Es. 11. En. 12. En. 13. En. 14. En. 15. En. 16. En. 17. En. 18. En. 19. En. 20. En. 21. En. 22. En. 23. En. 24. En. 25. En. 26. En. 27. En. 28. En. 29. En. 30. En. 31. En. 32. En. 33. En. 34. En. 35. En. 36. En. 37. En. 38. En. 39. En. 40. En. 41. En. 42. En. 43. En. 44. En. 45. En. 46. En. 47. En. 48. En. 49. En. 50. En. 51. En. 52. En. 53. En. 54. En. 55. En. 56. En. 57. En. 58. En. 59. En. 60. En. 61. En. 62. En. 63. En. 64. En. 65. En. 66. En. 67. En. 68. En. 69. En. 70. En. 71. En. 72. En. 73. En. 74. En. 75. En. 76. En. 77. En. 78. En. 79. En. 80. En. 81. En. 82. En. 83. En. 84. En. 85. En. 86. En. 87. En. 88. En. 89. En. 90. En. 91. En. 92. En. 93. En. 94. En. 95. En. 96. En. 97. En. 98. En. 99. En. 100. En. 101. En. 102. En. 103. En. 104. En. 105. En. 106. En. 107. En. 108. En. 109. En. 110. En. 111. En. 112. En. 113. En. 114. En. 115. En. 116. En. 117. En. 118. En. 119. En. 120. En. 121. En. 122. En. 123. En. 124. En. 125. En. 126. En. 127. En. 128. En. 129. En. 130. En. 131. En. 132. En. 133. En. 134. En. 135. En. 136. En. 137. En. 138. En. 139. En. 140. En. 141. En. 142. En. 143. En. 144. En. 145. En. 146. En. 147. En. 148. En. 149. En. 150. En. 151. En. 152. En. 153. En. 154. En. 155. En. 156. En. 157. En. 158. En. 159. En. 160. En. 161. En. 162. En. 163. En. 164. En. 165. En. 166. En. 167. En. 168. En. 169. En. 170. En. 171. En. 172. En. 173. En. 174. En. 175. En. 176. En. 177. En. 178. En. 179. En. 180. En. 181. En. 182. En. 183. En. 184. En. 185. En. 186. En. 187. En. 188. En. 189. En. 190. En. 191. En. 192. En. 193. En. 194. En. 195. En. 196. En. 197. En. 198. En. 199. En. 200. En. 201. En. 202. En. 203. En. 204. En. 205. En. 206. En. 207. En. 208. En. 209. En. 210. En. 211. En. 212. En. 213. En. 214. En. 215. En. 216. En. 217. En. 218. En. 219. En. 220. En. 221. En. 222. En. 223. En. 224. En. 225. En. 226. En. 227. En. 228. En. 229. En. 230. En. 231. En. 232. En. 233. En. 234. En. 235. En. 236. En. 237. En. 238. En. 239. En. 240. En. 241. En. 242. En. 243. En. 244. En. 245. En. 246. En. 247. En. 248. En. 249. En. 250. En. 251. En. 252. En. 253. En. 254. En. 255. En. 256. En. 257. En. 258. En. 259. En. 260. En. 261. En. 262. En. 263. En. 264. En. 265. En. 266. En. 267. En. 268. En. 269. En. 270. En. 271. En. 272. En. 273. En. 274. En. 275. En. 276. En. 277. En. 278. En. 279. En. 280. En. 281. En. 282. En. 283. En. 284. En. 285. En. 286. En. 287. En. 288. En. 289. En. 290. En. 291. En. 292. En. 293. En. 294. En. 295. En. 296. En. 297. En. 298. En. 299. En. 300. En. 301. En. 302. En. 303. En. 304. En. 305. En. 306. En. 307. En. 308. En. 309. En. 310. En. 311. En. 312. En. 313. En. 314. En. 315. En. 316. En. 317. En. 318. En. 319. En. 320. En. 321. En. 322. En. 323. En. 324. En. 325. En. 326. En. 327. En. 328. En. 329. En. 330. En. 331. En. 332. En. 333. En. 334. En. 335. En. 336. En. 337. En. 338. En. 339. En. 340. En. 341. En. 342. En. 343. En. 344. En. 345. En. 346. En. 347. En. 348. En. 349. En. 350. En. 351. En. 352. En. 353. En. 354. En. 355. En. 356. En. 357. En. 358. En. 359. En. 360. En. 361. En. 362. En. 363. En. 364. En. 365. En. 366. En. 367. En. 368. En. 369. En. 370. En. 371. En. 372. En. 373. En. 374. En. 375. En. 376. En. 377. En. 378. En. 379. En. 380. En. 381. En. 382. En. 383. En. 384. En. 385. En. 386. En. 387. En. 388. En. 389. En. 390. En. 391. En. 392. En. 393. En. 394. En. 395. En. 396. En. 397. En. 398. En. 399. En. 400. En. 401. En. 402. En. 403. En. 404. En. 405. En. 406. En. 407. En. 408. En. 409. En. 410. En. 411. En. 412. En. 413. En. 414. En. 415. En. 416. En. 417. En. 418. En. 419. En. 420. En. 421. En. 422. En. 423. En. 424. En. 425. En. 426. En. 427. En. 428. En. 429. En. 430. En. 431. En. 432. En. 433. En. 434. En. 435. En. 436. En. 437. En. 438. En. 439. En. 440. En. 441. En. 442. En. 443. En. 444. En. 445. En. 446. En. 447. En. 448. En. 449. En. 450. En. 451. En. 452. En. 453. En. 454. En. 455. En. 456. En. 457. En. 458. En. 459. En. 460. En. 461. En. 462. En. 463. En. 464. En. 465. En. 466. En. 467. En. 468. En. 469. En. 470. En. 471. En. 472. En. 473. En. 474. En. 475. En. 476. En. 477. En. 478. En. 479. En. 480. En. 481. En. 482. En. 483. En. 484. En. 485. En. 486. En. 487. En. 488. En. 489. En. 490. En. 491. En. 492. En. 493. En. 494. En. 495. En. 496. En. 497. En. 498. En. 499. En. 500. En. 501. En. 502. En. 503. En. 504. En. 505. En. 506. En. 507. En. 508. En. 509. En. 510. En. 511. En. 512. En. 513. En. 514. En. 515. En. 516. En. 517. En. 518. En. 519. En. 520. En. 521. En. 522. En. 523. En. 524. En. 525. En. 526. En. 527. En. 528. En. 529. En. 530. En. 531. En. 532. En. 533. En. 534. En. 535. En. 536. En. 537. En. 538. En. 539. En. 540. En. 541. En. 542. En. 543. En. 544. En. 545. En. 546. En. 547. En. 548. En. 549. En. 550. En. 551. En. 552. En. 553. En. 554. En. 555. En. 556. En. 557. En. 558. En. 559. En. 560. En. 561. En. 562. En. 563. En. 564. En. 565. En. 566. En. 567. En. 568. En. 569. En. 570. En. 571. En. 572. En. 573. En. 574. En. 575. En. 576. En. 577. En. 578. En. 579. En. 580. En. 581. En. 582. En. 583. En. 584. En. 585. En. 586. En. 587. En. 588. En. 589. En. 590. En. 591. En. 592. En. 593. En. 594. En. 595. En. 596. En. 597. En. 598. En. 599. En. 600. En. 601. En. 602. En. 603. En. 604. En. 605. En. 606. En. 607. En. 608. En. 609. En. 610. En. 611. En. 612. En. 613. En. 614. En. 615. En. 616. En. 617. En. 618. En. 619. En. 620. En. 621. En. 622. En. 623. En. 624. En. 625. En. 626. En. 627. En. 628. En. 629. En. 630. En. 631. En. 632. En. 633. En. 634. En. 635. En. 636. En. 637. En. 638. En. 639. En. 640. En. 641. En. 642. En. 643. En. 644. En. 645. En. 646. En. 647. En. 648. En. 649. En. 650. En. 651. En. 652. En. 653. En. 654. En. 655. En. 656. En. 657. En. 658. En. 659. En. 660. En. 661. En. 662. En. 663. En. 664. En. 665. En. 666. En. 667. En. 668. En. 669. En. 670. En. 671. En. 672. En. 673. En. 674. En. 675. En. 676. En. 677. En. 678. En. 679. En. 680. En. 681. En. 682. En. 683. En. 684. En. 685. En. 686. En. 687. En. 688. En. 689. En. 690. En. 691. En. 692. En. 693. En. 694. En. 695. En. 696. En. 697. En. 698. En. 699. En. 700. En. 701. En. 702. En. 703. En. 704. En. 705. En. 706. En. 707. En. 708. En. 709. En. 710. En. 711. En. 712. En. 713. En. 714. En. 715. En. 716. En. 717. En. 718. En. 719. En. 720. En. 721. En. 722. En. 723. En. 724. En. 725. En. 726. En. 727. En. 728. En. 729. En. 730. En. 731. En. 732. En. 733. En. 734. En. 735. En. 736. En. 737. En. 738. En. 739. En. 740. En. 741. En. 742. En. 743. En. 744. En. 745. En. 746. En. 747. En. 748. En. 749. En. 750. En. 751. En. 752. En. 753. En. 754. En. 755. En. 756. En. 757. En. 758. En. 759. En. 760. En. 761. En. 762. En. 763. En. 764. En. 765. En. 766. En. 767. En. 768. En. 769. En. 770. En. 771. En. 772. En. 773. En. 774. En. 775. En. 776. En. 777. En. 778. En. 779. En. 780. En. 781. En. 782. En. 783. En. 784. En. 785. En. 786. En. 787. En. 788. En. 789. En. 790. En. 791. En. 792. En. 793. En. 794. En. 795. En. 796. En. 797. En. 798. En. 799. En. 800. En. 801. En. 802. En. 803. En. 804. En. 805. En. 806. En. 807. En. 808. En. 809. En. 810. En. 811. En. 812. En. 813. En. 814. En. 815. En. 816. En. 817. En. 818. En. 819. En. 820. En. 821. En. 822. En. 823. En. 824. En. 825. En. 826. En. 827. En. 828. En. 829. En. 830. En. 831. En. 832. En. 833. En. 834. En. 835. En. 836. En. 837. En. 838. En. 839. En. 840. En. 841. En. 842. En. 843. En. 844. En. 845. En. 846. En. 847. En. 848. En. 849. En. 850. En. 851. En. 852. En. 853. En. 854. En. 855. En. 856. En. 857. En. 858. En. 859. En. 860. En. 861. En. 862. En. 863. En. 864. En. 865. En. 866. En. 867. En. 868. En. 869. En. 870. En. 871. En. 872. En. 873. En. 874. En. 875. En. 876. En. 877. En. 878. En. 879. En. 880. En. 881. En. 882. En. 883. En. 884. En. 885. En. 886. En. 887. En. 888. En. 889. En. 890. En. 891. En. 892. En. 893. En. 894. En. 895. En. 896. En. 897. En. 898. En. 899. En. 900. En. 901. En. 902. En. 903. En. 904. En. 905. En. 906. En. 907. En. 908. En. 909. En. 910. En. 911. En. 912. En. 913. En. 914. En. 915. En. 916. En. 917. En. 918. En. 919. En. 920. En. 921. En. 922. En. 923. En. 924. En. 925. En. 926. En. 927. En. 928. En. 929. En. 930. En. 931. En. 932. En. 933. En. 934. En. 935. En. 936. En. 937. En. 938. En. 939. En. 940. En. 941. En. 942. En. 943. En. 944. En. 945. En. 946. En. 947. En. 948. En. 949. En. 950. En. 951. En. 952. En. 953. En. 954. En. 955. En. 956. En. 957. En. 958. En. 959. En. 960. En. 961. En. 962. En. 963. En. 964. En. 965. En. 966. En. 967. En. 968. En. 969. En. 970. En. 971. En. 972. En. 973. En. 974. En. 975. En. 976. En. 977. En. 978. En. 979. En. 980. En. 981. En. 982. En. 983. En. 984. En. 985. En. 986. En. 987. En. 988. En. 989. En. 990. En. 991. En. 992. En. 993. En. 994. En. 995. En. 996. En. 997. En. 998. En. 999. En. 1000. En. 1001. En. 1002. En. 1003. En. 1004. En. 1005. En. 1006. En. 1007. En. 1008. En. 1009. En. 1010. En. 1011. En. 1012. En. 1013. En. 1014. En. 1015. En. 1016. En. 1017. En. 1018. En. 1019. En. 1020. En. 1021. En. 1022. En. 1023. En. 1024. En. 1025. En. 1026. En. 1027. En. 1028. En. 1029. En. 1030. En. 1031. En. 1032. En. 1033. En. 1034. En. 1035. En. 1036. En. 1037. En. 1038. En. 1039. En. 1040. En. 1041. En. 1042. En. 1043. En. 1044. En. 1045. En. 1046. En. 1047. En. 1048. En. 1049. En. 1050. En. 1051. En. 1052. En. 1053. En. 1054. En. 1055. En. 1056. En. 1057. En. 1058. En. 1059. En. 1060. En. 1061. En. 1062. En. 1063. En. 1064. En. 1065. En. 1066. En. 1067. En. 1068. En. 1069. En. 1070. En. 1071. En. 1072. En. 1073. En. 1074. En. 1075. En. 1076. En. 1077. En. 1078. En. 1079. En. 1080. En. 1081. En. 1082. En. 1083. En. 1084. En. 1085. En. 1086. En. 1087. En. 1088. En. 1089. En. 1090. En. 1091. En. 1092. En. 1093. En. 1094. En. 1095. En. 1096. En. 1097. En. 1098. En. 1099. En. 1100. En. 1101. En. 1102. En. 1103. En. 1104. En. 1105. En. 1106. En. 1107. En. 1108. En. 1109. En. 1110. En. 1111. En. 1112. En. 1113. En. 1114. En. 1115. En. 1116. En. 1117. En. 1118. En. 1119. En. 1120. En. 1121. En. 1122. En. 1123. En. 1124. En. 1125. En. 1126. En. 1127. En. 1128. En. 1129. En. 1130. En. 1131. En. 1132. En. 1133. En. 1134. En. 1135. En. 1136. En. 1137. En. 1138. En. 1139. En. 1140. En. 1141. En. 1142. En. 1143. En. 1144. En. 1145. En. 1146. En. 1147. En. 1148. En. 1149. En. 1150. En. 1151. En. 1152. En. 1153. En. 1154. En. 1155. En. 1156. En. 1157. En. 1158. En. 1159. En. 1160. En. 1161. En. 1162. En. 1163. En. 1164. En. 1165. En. 1166. En. 1167. En. 1168. En. 1169. En. 1170. En. 1171. En. 1172. En. 1173. En. 1174. En. 1175. En. 1176. En. 1177. En. 1178. En. 1179. En. 1180. En. 1181. En. 1182. En. 1183. En. 1184. En. 1185. En. 1186. En. 1187. En. 1188. En. 1189. En. 1190. En. 1191. En. 1192. En. 1193. En. 1194. En. 1195. En. 1196. En. 1197. En. 1198. En. 1199. En. 1200. En. 1201. En. 1202. En. 1203. En. 1204. En. 1205. En. 1206. En. 1207. En. 1208. En. 1209. En. 1210. En. 1211. En. 1212. En. 1213. En. 1214. En. 1215. En. 1216. En. 1217. En. 1218. En. 1219. En. 1220. En. 1221. En. 1222. En. 1223. En. 1224. En. 1225. En. 1226. En. 1227. En. 1228. En. 1229. En. 1230. En. 1231. En. 1232. En. 1233. En. 1234. En. 1235. En. 1236. En. 1237. En. 1238. En. 1239. En. 1240. En. 1241. En. 1242. En. 1243. En. 1244. En. 1245. En. 1246. En. 1247. En. 1248. En. 1249. En. 1250. En. 1251. En. 1252. En. 1253. En. 1254. En. 1255. En. 1256. En. 1257. En. 1258. En. 1259. En. 1260. En. 1261. En. 1262. En. 1263. En. 1264. En. 1265. En. 1266. En. 1267. En. 1268. En. 1269. En. 1270. En. 1271. En. 1272. En. 1273. En. 1274. En. 1275. En. 1276. En. 1277. En. 1278. En. 1279. En. 1280. En. 1281. En. 1282. En. 1283. En. 1284. En. 1285. En. 1286. En. 1287. En. 1288. En. 1289. En. 1290. En. 1291. En. 1292. En. 1293. En. 1294. En. 1295. En. 1296. En. 1297. En. 12

La fin de l'affaire Lesieur

Le règlement du conflit qui a opposé la du capital dans SOPRODEL (margarine B.N.P. de Dresdner Bank, du Banc del Lavoro et de Barclay's Bank) acquies

	L4 types	L4 mini T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	44,73
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	33,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
COMM. CAPITAUX	50,00	51,52

ALAIN GIRAUDO.

(1) **BODEVA** passe sous contrôle total des Grands Moulins de Paris.

ANNONCES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
IMMOBILIER	5,00	5,72
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

bier

locations non meublées Olfre

Paris

50, AVENUE ROCH
ch. qd l'ind. Loyer mensuel hors charges
living, parq. comp. 3.000 F
P. parking compris, 2.500 F
P. avec grande terrasse, parkings compris, 5.000 F
P. en duplex, 6.000 F
4 P., parq. compris, 8.500 F
sur pte d'h et g h.
AV. MALAKOFF.

Région parisienne

BLANC-MESNIL
garé AULNAY-sous-BOIS,
briétaire leur direct sans
mises, tout hono. incl.
BAIL : STUDIOS au re-de-
cussés, ch. qd l'ind. P. P.
comm. 2° d'eau, sur
ciment. Loy. compris ch.
F. Paris Carlin.

Provincie

en sud de Paris, sole en
confort, milieu
au parc.

locations non meublées Demande

région parisienne

ch. payée pour CADRES
3 m. BOUQUINER, 100
du 4.000 F. Bail, 265-57-62.

Boutiques

SUR PLACEMENT
3 m. BOUQUINER, 100
Bail neufr. Rap.
port m. 12 m. PAN.
F. Paris Carlin.
Tél. s.

bureaux

20 BUREX aux quartiers

terrains



PROVENCE UNIQUE

50 hectares - Chasse g.
d'un mand.
Prix 100.000 F.
COTY, Marseille.
261.1300.
Tél. 011 - 9-17 - 37-93

TERRAIN V.P. au C.O.S. G.S.
permis accéder 250.000 F.
MARSEILLE ET SÈTE, 12. pl.
P. Coultet, St-Raphaël - Tél.
provis. (0-84) 95-60-46

SAVOIE, A.T.H. des pistes de
6.000 m. lin, assu sur
g. Téléphon. 1.100 F.
ner 20 h. h. 32-45-16

CROZANT bail bard 775.
terrain à bâtir 6.200 mq. eau,
électricité, accès parcel, 100 mq.
ou 5.700 mq. Prix 3 F le m².
Tél. 05-71-46

villas

LE PECQ

A 2 km R.E.R.
de 20 x 70 m.
Pierre taille
Saison, 5 à manger, 5 P.
Ass. bouillies, Le Miroir.
Pr. ST-GERMAIN-AIGREMONT.
villa neuve pierre, haut suite,
sur vestib. piscine,
bureau, 4 chb., 2 bails, 3 w.
JARDIN CLOS DE fil au
prix : 450.000 F. (02-37-48)

SAINT-JEAN-CAP-FERRAT
près du port, Villg 9 places
possibilité 2 appartements,
1.400 m² terrain, Vue mer. Prix
1.400.000 F. SOCIÉTÉ. Tél.
(01) 80-04-NICE

villegiatûres

SUPER-BORD-FORMAND

(Hite-Savoie), duplex, tout com-
m. ha persenn. Semain ou
quatorz. Tél. h. n. (26) 44-38-47.
Soir et dim.: 26) 68-22-64.

viagers

Ptatière, répitel mieux votre
visager, indexations garanties
F. CRUZ & J.L. Boule

AGRICULTURE

INTERBANCAIRE DES DEVISES

DES EURO-MONNAIES

هَكَذَا مِنَ الْأَصْلِ

PARIS
28 DÉCEMBRE

La hausse se ralentit

[illegible]

La forte dévaluation des francs de détail en nombre (voir d'autre part) a produit une excellente impression sur le marché. Les étrangers, surpris d'habitude, ont compté moins personnes autour de la corbeille n'aurait paru sur un tazar aussi faible. Dans cette optique, les étrangers ont été surpris, après un peu de temps, de constater que les francs de détail ont été si faibles, qu'ils ont pu acheter des marchandises à la fois de la maison des écoliers en cette période de fête — les touristes étrangers ont brillé par leur absence et de la maison des écoliers, car ils ont encore pu beaucoup quant à la possibilité d'une reprise des achats de francs.

La hausse de l'or sur les indications de Londres, le fort sur l'argent, a encore 110 F. 25.830 F. et le napoleon 2 F. 4.000 F. Le franc, en l'occasion, atteint un niveau record.

LONDRES

De nouveaux progrès sont enregistrés, jeudi matin, à l'ouverture. L'indice des industrielles gagne encore 23 points à 493,7. Aux pétroles, hausse de B.P. Nouvelle avance des mines d'or. Bonne tenue des Fonds d'Etat.

VALUES	CLOTURE 28/12	COURS 29/12
Beecham	690	690
British Petroleum	360	360
Guaranteed	110	110
De Beers	390	390
Imperial Chemical	267	267
Rio Tinto Zinc Corp.	187	188
Shell	538	538
Vickers	180	179
*War Loan 3 1/2 %	36 3/4	36 3/4
*West Indriental	25 3/4	26 1/4
*Western Holdings	19 1/4	19 1/4

INDICES QUOTIDIENS

	(INSEE. Base 100 : 31 déc 1976.)	
	27 déc.	28 déc.
Valeurs françaises ..	88,5	88,
Valeurs étrangères ..	88,9	88,

Ch DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SONY. — Le bénéfice net consacré pour l'exercice clos le 31 octobre

marque une progression de 12,70 % à 144,34 millions de dollars pour un

NEW-YORK

Reprise sélective

en fin de séance
Un mouvement de reprise s'est produit mercredi en fin de séance à Wall Street, après une assez forte baisse initiale. Bien que portant sur une sélection des valeurs, il a permis à l'indice des industrielles d'effacer l'intégralité de ses pertes (près de 7 points) pour s'inscrire sans changement à 829,79.

L'activité, cependant, ne s'est guère accrue, demeurant relativement constante à 1,5 million de barils par jour, contre 1,575 millions la veille.

Un sentiment de très grande inquiétude règne autour du Big Board, motivé en très grande partie par les manœuvres du dollar. De plus, la réduction du déficit commercial en 1962, qui a été de 1,5 milliard de dollars, est due contre à l'approche de la clôture, a été accablée de façon très mitigée. Malgré l'annulation constatée, les investisseurs américains et étrangers ont toujours sérieusement hypothéqué. Ce n'est qu'après la séance que les opérateurs ont pris conscience que le déficit de la balance commerciale ne pas recouvrer le mandat de M. Burns, président de la Réserve fédérale (voir d'autre part), et que la situation des prochains jours.

VALEURS	COURS	COURS
	27 12	28/12

45	7	8	45
60	1	2	60

...ing	27 7 8	27 3/4
...ase Manhattan Bank..	25 1 2	25 7 8
...n Pont du Neuf...	119 ...	120 5 8

.....	8138	5114
.....	4758	4758
.....	4584	4512

General Foods	31	3	4	34
General Motors	63	2	2	63
Johnson	17	5	9	17

Calyear	17 8 8	17 1 8
B.M.	270 1 8	271
T.T.	31 1/2	31 3/4

comcast	22 ..	21 2:4
hbt OT	64 3 4	84 1 2
fizer	26 1:2	27

27	3	8	27
20	3	4	20
41			41

U.S. Steel	31 3 4	31 3 4
Pittsburgh	19 1 4	18 1 8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

father (an young)	248 79	249
---------------------------	--------	-----

Taux du marché monétaire	
Etats unis	9 / 8 c.

BOURSE DE PARIS - 28 DÉCEMBRE - COMPTANT

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du som.	% du coupon		Cours précéd.	Dernier cours		Cours précéd.	Dernier cours		Cours précéd.	Dernier cours
3 %.....	51	9 723	Process A.L.B.L.	170	172	Laurent Immobil.	105	109 50	Immobiliers	91 50	94 50
5 %.....	26	4 524	Process (Luz)	341	342	Loos-Expansion	119	119 50	Cl. Lyon Immobil.	83 50	84 50
5 % 1920-1930.....	4	4 524	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Luxembourgeoise	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 1930-1940.....	10	4 524	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 1940-1950.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 1950-1960.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 1960-1970.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 1970-1980.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 1980-1990.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 1990-2000.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2000-2010.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2010-2020.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2020-2030.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2030-2040.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2040-2050.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2050-2060.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2060-2070.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2070-2080.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2080-2090.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2090-2100.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2100-2110.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2110-2120.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2120-2130.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2130-2140.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2140-2150.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2150-2160.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2160-2170.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2170-2180.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2180-2190.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2190-2200.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2200-2210.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2210-2220.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2220-2230.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2230-2240.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2240-2250.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2250-2260.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2260-2270.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2270-2280.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2280-2290.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2290-2300.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2300-2310.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2310-2320.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2320-2330.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2330-2340.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2340-2350.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2350-2360.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2360-2370.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2370-2380.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2380-2390.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2390-2400.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2400-2410.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2410-2420.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2420-2430.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2430-2440.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2440-2450.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2450-2460.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2460-2470.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2470-2480.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2480-2490.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2490-2500.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2500-2510.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2510-2520.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2520-2530.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2530-2540.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2540-2550.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2550-2560.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2560-2570.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2570-2580.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2580-2590.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2590-2600.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2600-2610.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2610-2620.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2620-2630.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2630-2640.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2640-2650.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2650-2660.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2660-2670.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2670-2680.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2680-2690.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2690-2700.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2700-2710.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2710-2720.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2720-2730.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2730-2740.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2740-2750.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2750-2760.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2760-2770.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2770-2780.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2780-2790.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2790-2800.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2800-2810.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2810-2820.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2820-2830.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2830-2840.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2840-2850.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2850-2860.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2860-2870.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2870-2880.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2880-2890.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2890-2900.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2900-2910.....	12	7 287	SAF (Soc. Indus.)	834	828	Lyonnais	120	121	OPIMM	77 50	78 50
5 % 2910-2920.....	12										

MARCHÉ A TERME

[illegible]

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL			COURS 50c		COURS 25 12		DE BILLES		MARCHÉ LIBRE DE L'UK	
			COURS 50c		COURS 25 12		COURS 50c		COURS 25 12	
Staroline (5 c)	4 777	4 717	4 798							
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25760	25765			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25770	25775			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25780	25785			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25790	25795			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25800	25805			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25810	25815			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25820	25825			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25830	25835			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25840	25845			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25850	25855			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25860	25865			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25870	25875			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25880	25885			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25890	25895			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25900	25905			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25910	25915			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25920	25925			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25930	25935			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25940	25945			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25950	25955			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25960	25965			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25970	25975			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25980	25985			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			25990	25995			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			26000	26005			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			26010	26015			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			26020	26025			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			26030	26035			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			26040	26045			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			26050	26055			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			26060	26065			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			26070	26075			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			26080	26085			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			26090	26095			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			26100	26105			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			26110	26115			
Staroline (100 000)	322 590	323 450	329 590			26120	2612			

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
MONNAIES ET DEVISES	COURS arbc	COURS 25 12
De fin (dette en banque)	26750	26755
De fin (dette en or)	26770	26820
Pièces françaises (20 fr.)	243 90	251 80
Pièces françaises (10 fr.)	234 98	234 93
Pièces (20 fr.)	218	225 20
Pièces belges (20 fr.)	212	218 98
Souverains	242	242
Pièces de 20 dollars	1118	1128
Pièces de 10 dollars	600	600
Pièces de 5 dollars	279	279
Pièces de 10 francs	1882	1882
Pièces de 10 francs	341 56	341

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
 - Le féminisme est-il un humanisme ?
 - « Revue des revues », par Yves Florenne : des femmes, des villes et des mythes.
3. ÉTRANGER
 - Les réactions au « plan de paix » de M. Begin.
4. PROCHE-ORIENT
5. AFRIQUE
6. ASIE
 - CHINE : le taux d'accroissement de la population semble plus élevé que prévu.
7. EUROPE
 - PORTUGAL : une tâche difficile... M. Soares.
8. AMÉRIQUES
 - ÉTATS-UNIS : l'ancien directeur de la C.I.A. justifie la manipulation de l'information par ses services.
9. DIPLOMATIE
10. POLITIQUE
 - L'interview de M. Raymond Barre à l'A.F.P.
11. SOCIÉTÉ
 - LIBRES OPINIONS : « Lettres de cochet », par Maurice Zovaro.
12. SCIENCES
13. ÉDUCATION

LE MONDE DES LIVRES

- PAGES 13 à 16
- Jacques Laurent écrit « Gil Blas ».
 - La parole convulsive de Jeanne Eyraud.
 - Les paysans du bocage et leurs magiciens.
 - Henry James : l'art du silence.

- 17 à 19. CULTURE
- THÉÂTRE : Elysée all around ; le Don Juan de Philippe Canéda.
 - EXPOSITION : le dessin monumental de Domini.

- 20 à 22. ÉCONOMIE - RECRUTS
- La fin de l'offensive Leleux.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (19)
- Aujourd'hui (13) ; Ce soir (13) ; Journal officiel (13) ; Météorologie (13) ; Mots croisés (13) ; Sources (13).

FACE A UNE REPRISE PROGRESSIVE DU TRAVAIL

Les syndicats appellent à d'autres formes d'action chez Michelin

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — « Non, Michelin, les travailleurs ne capituleront pas. » Tel est le titre d'un tract signé de la C.G.T. et de la C.F.D.T. qui a été diffusé dans la matinée du jeudi 29 décembre aux ouvriers des usines clermontoises Michelin, où une très nette tendance à la reprise du travail est enregistrée.

Dans ce tract, on peut lire que « les reprises constatées n'ont pas entamé la combativité des travailleurs et leur volonté de poursuivre la lutte ». Mais une évolution des formes d'action est « nécessaire », ajoute le tract. « Vous voulez vous battre, vous l'avez voté, mais un certain nombre pensent que sous cette forme ils ne peuvent tenir jusqu'au bout. Michelin sait combien il vous paie et il veut vous conduire à plus de sacrifices encore. »

La direction, mercredi soir, estimait que le travail avait repris dans une proportion de 70 %, tout en précisant que les pourcentages variaient d'un atelier à l'autre. Jeudi en fin de

matinée, elle annonçait que la situation est redevenue normale dans les usines clermontoises.

Les syndicats, comme le prouve le tract qu'ils ont distribué, ne nient pas qu'un virage est amorcé, mais ils précisent bien que l'on ne doit pas se précipiter sur l'attitude des travailleurs.

Tous sont déterminés, disent-ils, à poursuivre l'action sous des formes diversifiées. En aucun cas ils n'accepteront un aménagement horaire de la semaine de travail allant jusqu'au semi-continu.

Cependant, les syndicats sont jusqu'à présent restés très vagues sur ces « nouvelles formes d'action ». Ils se contentent de répéter : « Ce sont les travailleurs qui décident et l'on doit leur faire une totale confiance. Cette attitude « qui vire » des syndicats s'explique en partie par les conditions de vie d'un personnel en situation de dépendance par rapport à la firme clermontoise. — J.-P.R.

Prisonniers d'une entreprise paternaliste et multinationale

De notre envoyé spécial

Clermont-Ferrand. — La « grève-coup-de-sang » qui vient de paralyser les usines Michelin à propos d'un problème bien précis — le refus du travail le samedi ou le dimanche soir — sans allusion aucune à des revendications de salaire signifie-t-elle que les ouvriers apprécient les conditions générales de rémunération qui leur sont offertes ? Autrement dit, est-on bien payé chez Michelin ?

Avant de déclarer sur le conflit, la direction ne se prête pas davantage à la discussion pour exposer sa politique sociale. Elle vit dans sa tour d'ivoire. Depuis 1968, Michelin ne fait plus partie du C.N.P.F. Tout au plus consent-il à défendre les thèses libérales au sein de l'UNICER (Union des chefs et responsables d'entreprises, créé notamment par M. Giscard, président des P.M.E.). Pas de directeur du personnel non plus. Les tâches afférentes à cette fonction sont assurées par le directeur du contentieux.

Les salariés et les syndicats sont plus proches.

« Il y a vingt-sept mille salariés, et il y a vingt-sept mille salariés différents, déclarent les responsables syndicaux. Pour deux O.S. exerçant le même métier dans le même atelier, l'un peut gagner 200 F de plus que l'autre. »

« Ce n'est pas le Pérou », racontent deux professionnels P.A. ayant l'un quinze ans d'ancienneté, l'autre dix-huit ans. Tous deux déclarent recevoir chaque mois un salaire net, c'est-à-dire après déduction des cotisations sociales, de 2 500 F environ, dont 300 à 400 F de prime d'ancienneté. Un O.S. qui a décidé de reprendre le travail affirme gagner, après dix-

sept ans de maison, 2 200 F par mois : « Avec deux enfants et une épouse à nourrir, une semaine de grève, c'est dur. »

Quels sont les salaires les plus bas ? Selon les syndicats, une balayeuse reçoit environ 1 800 F nets par mois, et le traitement mensuel moyen d'un ouvrier serait de 2 600 à 2 800 F nets, auquel il faut ajouter des primes de vacances et de fin d'année égales, au total, à environ 2 000 F sur l'année. Et encore, les primes varient d'un ouvrier à l'autre, explique un professionnel. Il y a une prime fixe et une prime variable. Cette dernière est calculée en fonction d'un certain nombre de points, selon des critères Michelin : assiduité, attitude syndicale, qualité du travail, franchise, présentation, etc. Pour avoir le maximum de points, il faut tomber le samedi soir, ou le dimanche soir, ou encore une réaction épidermique profonde mais courte, comme celle qui vient de se produire.

Logement, vacances, clinique Michelin...

Au total, un ouvrier de Michelin habite dans une maison neuve, qu'un ouvrier travaillant en province chez Renault ou à la Savonnerie n'a-t-il pas d'autres avantages sociaux ? L'ouvrier qui le souhaite, et par nécessité, il est nombreux, peut être pris en charge par Michelin du petit jour au lendemain matin : autobus Michelin, logement Michelin, vacances Michelin, clinique Michelin, etc.

Finalement, le niveau de vie n'est-il pas de ce fait comparable à celui d'un ouvrier de Renault ? Probablement. En tout cas, l'ouvrier de l'usine de pneumatiques n'a pas le choix. Comme nous l'indiquait une personnalité extérieure : « Il est prisonnier de Michelin. Hors de l'entreprise, il n'y a pas de peu d'emplois à trouver à Clermont-Ferrand. » En outre, pour l'instant du moins, l'emploi n'est pas menacé. Il n'y a en ni chômage conjoncturel ni licenciement depuis le début de la crise, même si l'embauche a été stoppée, se traduisant en deux ou trois ans par une réduction d'effectif d'environ trois mille personnes.

Les syndicats, ainsi qu'une partie du personnel, savent très bien que la direction investit à leur égard de l'argent. Mais l'objectif de la société étant de continuer à développer non seulement ses installations industrielles, mais aussi ses centres de recherche dans d'autres continents, comme ce serait le cas, craignent les organisations syndicales, aux États-Unis où 750 hectares pourraient être affectés à des bureaux d'étude. Un

habitant de la ville ne nous a-t-il pas déclaré que, selon des rumeurs Michelin, la firme pourrait bien tourner sans ses usines de Clermont-Ferrand et que seul le passé l'empêche de couper les ponts ? Rumeurs sans doute, mais significatives (1).

Cette situation bloquée — un personnel prisonnier d'une entreprise paternaliste et multinationale — explique le comportement général. Une satisfaction toute relative, et l'obligation de se contenter de la faible somme de grèves importantes ces trente dernières années, mais aussi, quand elles éclatent, des grèves longues et très dures. Quand la direction va trop loin, c'est l'explosion, une explosion qui fait long feu, ou encore une réaction épidermique profonde mais courte, comme celle qui vient de se produire.

Est-ce pour autant un échec ? Un vif professionnel qui aurait subi une grève « sans occupation » ou portes fermées estime cependant : « Bien sûr, il y a une reprise, mais, croyez-moi, on a donné une réponse selon la direction. Il faudra bien qu'elle en tienne compte. »

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) En 1976, 43 % du chiffre d'affaires du groupe étaient réalisés à l'étranger. Sur quatre-vingt mille personnes employées par Michelin, la moitié travaillent hors de France, dans vingt-deux usines.

Une délégation de grévistes de Michelin s'est rendue mercredi 28 décembre à Paris au ministère du travail s'est heurtée à un cordon de policiers : le ministre du travail, qui n'avait reçu aucune demande officielle d'entretien, a en effet refusé de recevoir des représentants du personnel et des syndicats C.G.T. et C.F.D.T.

M. BERNARD ROUX
NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL
DU « COURRIER PICARD »

Le conseil d'administration du Courrier picard, dans sa délibération du 28 décembre 1977, a nommé en qualité de directeur général M. Bernard Roux qui prendra ses fonctions le 15 mars 1978.

(Agé de quarante-deux ans, ancien chef de l'ENM, administrateur civil, M. Roux a exercé diverses responsabilités au sein de l'imprimerie nationale.)

Devant la multiplication des pressions et actes de harcèlement à l'égard du bureau de l'Union nationale des journalistes (U.N.J.), C.F.D.T., C.G.T., F.O. « salués », dans un communiqué publié mercredi 28 décembre, l'action des salariés de l'Agence, et annonce qu'il « a décidé de demander une entrevue au président-directeur général M. Roux ». Il mandate son représentant au conseil supérieur de l'A.P.P. pour exiger la « coopération d'urgence de cette instance afin de veiller à l'indépendance de l'Agence ».

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Le dollar au-dessous de 4,70 F

La décision prise par le président Carter de ne pas maintenir M. Arthur Burns dans ses fonctions de président du conseil d'administration du Système de réserve fédérale (lire page 22) a été accueillie défavorablement par les marchés des changes. On redoute que le successeur de M. Burns, M. William Miller, oppose moins de résistance à la politique jugée trop inflationniste de l'administration, crainte que celle-ci ne conduise à une dévaluation du dollar.

Sur des marchés très nerveux, mais où le montant des transactions reste relativement faible, la livre sterling a continué à baisser. A Francfort, elle a même, au début de la matinée, atteint son point le plus bas encore jamais enregistré : elle est tombée jusqu'à 2,065 DM pour remonter ensuite à 2,1025 DM. A Paris, le dollar est d'abord descendu jusqu'à 4,65 F pour remonter ensuite aux environs de 4,69 F. A Zurich, on a d'abord coté entre 2 et 2,075 F

suisses et, en fin de matinée, 2,0150 F. La livre sterling, qui déjà la veille avait dépassé le cours de 1,90 dollar, pour la première fois depuis la fin du mois de mars 1976, est montée, jeudi, à l'ouverture du marché à 1,9235 dollars, le cours de la fin de la matinée s'établissant autour de 1,9120 dollars. A Tokyo, la Banque du Japon avait acheté quelque 240 millions de dollars au cours de 240 yens, mais, à la clôture du marché, le taux de change s'établissait un peu au-dessous de ce niveau, à 238 yens.

Avant même que ne fût annoncée la décision du président Carter, le dollar avait recommencé à baisser, les opérateurs ayant été dans l'ensemble plutôt déçus par les impressions laissées par les propos tenus par M. Henry Wallich, l'un des membres du conseil d'administration de la FED. M. Wallich avait bien souligné « l'intérêt des États-Unis pour un dollar ferme », mais il avait aussitôt ajouté, à propos des interventions de la FED sur les marchés des changes, que ces dernières avaient été « appropriées » au degré de désordre constaté sur les marchés et qu'en tout état de cause, il n'était pas question de s'opposer aux tendances fondamentales qui s'y manifestent.

La situation dans la corne de l'Afrique

LA SOMALIE RÉCLAME UNE AIDE MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS

Le président somalien Siyad Barre, en visite officielle à Téhéran, a déclaré le mercredi 28 décembre que les États-Unis avaient « l'obligation morale », au nom de leurs responsabilités internationales, d'intervenir dans la corne de l'Afrique. Il a ajouté qu'il laisserait, en quittant ce jour la capitale iranienne, un message en ce sens au président Carter, attendu le 31 décembre à Téhéran. Le président Siyad Barre a critiqué les États-Unis et « d'autres puissances occidentales » qui « semblent adopter une attitude attentiste à l'égard de ce qui se passe en Afrique ».

Dans un commentaire publié jeudi 29 décembre et consacré à la Somalie, le New York Times estime que l'administration américaine n'a pas réussi à convaincre les États africains de s'interposer dans le conflit entre la Somalie et l'Éthiopie ni de réduire l'engagement soviétique-cubain aux côtes d'Addis-Abeba.

Citant des sources diplomatiques, le quotidien new-yorkais écrit que l'administration américaine s'efforce maintenant de faire passer la situation dans la corne de l'Afrique que sur l'impact de cette situation dans les relations entre les États-Unis et l'Union soviétique. Le département d'État estime cependant que l'Éthiopie est victime d'une agression armée somalienne et considérerait que Moscou ne viole pas les accords diplomatiques internationaux en soutenant le gouvernement d'Addis-Abeba, poursuit le journal. — (A.F.P., Reuters.)

REFUS DE SÉJOUR

Une décision de « refus de séjour » vient d'être prise par le ministère de l'Intérieur à l'encontre de Mme Sybille Haag, épouse de M. Siegfried Haag, ancien avocat d'Andreas Baader, aujourd'hui incarcéré en République fédérale d'Allemagne. Mme Haag est arrivée en France le 24 décembre, avec ses quatre enfants, pour séjourner durant les fêtes de fin d'année dans une maison qu'elle possède depuis plusieurs années à Saint-Jean-de-Buages (Hérault). La mesure lui a été notifiée le 27 décembre par les policiers de Montpellier. Un sursis lui a toutefois été accordé jusqu'au 1er janvier.

LA CONSOMMATION FRANÇAISE DE PRODUITS PÉTROLIERS A DIMINUÉ DE 4,3 % EN UN AN

La consommation française de produits pétroliers devrait être de 90,5 millions de tonnes en 1977, estime le comité professionnel du pétrole. Cela représente une diminution de 4,3 % par rapport à 1976. Depuis 1973, année qui précède la crise pétrolière, la baisse a été de 10,3 %.

En un an, la consommation de carburant a légèrement augmenté, celle de fuel domestique légèrement diminué, enfin celle de fuel lourd a baissé plus largement (de 32,7 à 27,8 millions de tonnes). La diminution de la consommation résulte donc essentiellement du passage d'une année de sécheresse à une année de forte hydraulité. Pour les dix premiers mois de l'année, les importations s'élevaient à 98,14 millions de tonnes, en diminution de 2,2 % par rapport à 1976.

NOUVELLES BRÈVES

- Le prix du rhum ne baissera à partir du 1er janvier, d'environ 1 franc à 1,50 franc par bouteille, selon les degrés et le volume, annonce dans un communiqué le Syndicat des importateurs de rhum. Le Parlement a en effet décidé de ramener le droit spécifique du rhum à son tarif de 1976 (1 820 francs par hectolitre d'alcool pur, au lieu de 3 100 francs, soit -42 %).
- Les brasseurs de bière belges, mécontents des prix élevés prescrits en France pour la vente de leurs produits, ont saisi les instances bruxelloises de la Communauté européenne. — (A.F.P.)
- En raison de la visite officielle en France du président Carter, les palais de Versailles et des Trianons seront fermés au public le jeudi 5 janvier 1978 toute la journée et le vendredi 6 janvier jusqu'à 12 heures. Les parcs seront fermés au public le jeudi 5 janvier 1978 toute la journée.
- Radio-Monte-Carlo nous prie de préciser que quelle est la suite des quatre grandes stations de radio dont le taux d'écoute, selon le dernier sondage CESP, soit en hausse par rapport au sondage précédent. Cette précision ressort des chiffres publiés dans le Monde du 28 décembre, mais nous indiquons par erreur, dans le même article, que chacune des quatre stations était en baisse.
- Des fûts d'acide sur une route de Lorraine. — Un semi-remorque chargé d'acide bromhydrique a perdu, dans la nuit du mardi 27 décembre, trois conteneurs de vingt-quatre hectolitres chacun dans le village d'Amangeville (Meurthe-et-Moselle). L'acide dégage des vapeurs très toxiques au contact de l'air. Les opérations de désaménagement continental ont débuté le 28 décembre, l'alimentation en eau était toujours coupée. — (Corresp.)

Après le jugement accordé à la société G. Giroud (poupée et jouets Gégé) le bénéfice d'un règlement judiciaire, le docteur Pourleux (modéré favorable à la majorité), maire de Montbrison (Loire) estime possible la mise en place d'un plan de développement de cette entreprise employant trois cent quatre-vingts salariés « dont l'image de marque sur le marché national et international nous est un atout considérable. Le maire de Montbrison ajoute que sa municipalité « est déterminée à apporter son appui, plus total à tous ceux qui auront d'assurer pour que le dégage une solution originale permettant la relance industrielle de l'entreprise et le maintien de l'emploi ». — (Corresp. part.)

soldes
ANNUELS
NICOLL
La tradition anglaise au service de l'élégance masculine
29 RUE TRONCHET PARIS 8^e

LUNDI 2, 14 heures et jours suivants

APRÈS DE QUELQUES JOURS, OFFERTS DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES.

COSTUMES. Unchevrons importants dans des fantaisies diverses, coloris classique et mode. 890 F Soldés 680 F	COSTUMES. retors exclusifs, forme droite, boutons, l'entrecroisement, trois boutons. 1390 F Soldés 970 F
COSTUMES. avec gilet, en peigné foule, fantaisies discrètes et coloris sobres. 1090 F Soldés 850 F	COSTUMES. « Sélection Nicoll » exécutés dans des draperies de très haute qualité, coupe et ligne luxe. 1390 F Soldés 1150 F
LODGE. Vêtement léger, chaud, confortable, coloris vert, gris, bleu ou beige. 790 F Soldés 595 F	PARDESSUS. habillés, forme ville, coloris classique dans la plus pure tradition Nicoll. 1090 F Soldés 850 F
PARDESSUS. manches montées ou réglées, coloris sobres et discrets, draperie pure laine. 890 F Soldés 680 F	PARDESSUS. de très grand luxe, exécutés dans les plus nobles et les plus luxueuses draperies. 1390 F Soldés 1150 F
BLAZERS. Serge bleu marine pure laine, forme droite, deux boutons, deux poches. 590 F Soldés 425 F	VESTONS. Hants Tweed. Dispositions classiques : chevrons, carreaux, deux à deux unités. 590 F Soldés 425 F
VESTONS. Sport. Un grand choix de coloris dans des fantaisies de tradition. 590 F Soldés 425 F	VESTONS. Sport exécutés dans toute une gamme de tissus « Sélection Nicoll ». 590 F Soldés 425 F
PANTALONS. Polyester et laine, qualité éprouvée, coloris gris, bleu, vert, marron. 240 F Soldés 195 F	PANTALONS. La gamme la plus étendue des serges et flanelles unies, complétée par celle des fantaisies. 240 F Soldés 195 F
IMPERMEABLES. Forme mignon ou manches montées. Polyester et coton, beige ou marron. 590 F Soldés 425 F	CHEMISES. Polyester et coton, plus ou moins élastiques, forme classique, poignets simples. 130 F Soldés 95 F
RAYON DAMES. Manteaux, Lodges, Jupes, imperméables, Réversibles. - 20%	CRAVATES. Toute la collection hiver soldée à des prix « place nette ». 90 F Soldés 45 F

Magnifique ouvert sans interruption de 9 h 30 à 19 h. Le Lundi de 14 à 18 h.

UN NUMÉRO SPÉCIAL DE « DOSSIERS ET DOCUMENTS » SUR « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer, sous forme d'un numéro spécial de « Dossiers et Documents », une brochure de 36 pages consacrée à la description du journal et de son organisation.

Elle contient essentiellement l'analyse du fonctionnement des différents services de la rédaction ; elle traite, en outre, de l'histoire et des structures de la S.A. E. L. « Le Monde », de la gestion de la publication, de la diffusion, de la publicité, de la section de la fabrication.

Cette brochure n'est pas mise en vente dans les kiosques. Elle est disponible, à nos bureaux et par correspondance, pour le prix de 3 F.

Le numéro du « Monde » daté 29 décembre 1977 a été tiré à 513 882 exemplaires.

A B C D E F G

« Le fourreur le plus jeune de la rue Saint-Honoré »

ALEXANDRE
FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1^{er})

فكرنا من الأصل